



Bimensuel
n.65 - 6.12.79
7ff- 4fs - 50fb

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



Le défi iranien à l'impérialisme

1879-1979: CENTENAIRE de TROTSKY



INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

SOMMAIRE

Numéro 65 du 6 décembre 1979

- Page 3 **EDITORIAL**
Appel de la IVe Internationale sur l'Iran
- Page 4 **IRAN**
Washington accentue sa guerre économique contre l'Iran
Michel ROVERE
- Page 13 **DOSSIER CHINE**
La répression bureaucratique frappe le «Mouvement démocratique»
Après la condamnation à 15 ans de prison de Wei Jinsheng, Déclaration de la Ligue marxiste révolutionnaire et du Groupe des jeunes socialistes de Hong Kong
- Page 19 **ENQUÊTE**
Enquête sur les conditions de l'arrestation de Ku Yuehua
- Page 20 **PAYS DE L'EST**
Interview de R. BAHRO: «Il faut conquérir une hégémonie idéologique dans le camp socialiste»
- Page 25 **IVe INTERNATIONALE**
Déclaration du XIe Congrès mondial, Ve depuis la réunification, sur la scission de la Tendance léniniste trotskyste et de la Fraction bolchévique
- Page 29 **1879-1979 : LEON TROTSKY**
Message de Pierre FRANK au Comité d'organisation pour le «centenario de Leon Trotsky»
- Page 32 **COMMUNIQUÉ**
Communiqué de la VIe Internationale après le XIe Congrès mondial

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

abonnement 1 an 25 numéros:

130 FRANCS français, 60 FRANCS suisses, 900 FRANCS belges
(Canada : 35 dollars canadiens; 45 par avion ; USA : 30 dollars US,
40 dollars par avion)

Nom

Prénom

Adresse

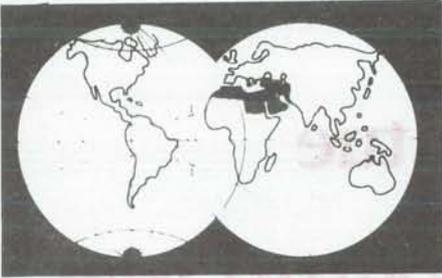
Pays

VERSEMENT :

Chèques Postaux ou bancaires
à l'ordre de Pascal Henri, adressés
à Inprecor - BP 57 - 93101 -
MONTREUIL Cedex - France

ou

Virement à l'ordre de SCHOLTZ -
rue Josse Impens 127 -
BRUXELLES - Belgique -
N. 001-1085001-56
(envoyer copie à Inprecor
Montreuil)



Appel de la IV^e Internationale sur l'Iran

Le gouvernement US utilise son pouvoir économique et menace d'user de son vaste arsenal militaire pour imposer les intérêts de l'impérialisme en Iran.

En répondant de façon arrogante aux masses travailleuses iraniennes qui exigent le retour du chah et des richesses qu'il a détournées, les dirigeants US ont fait une escalade dans leur manœuvres d'agression.

Une flotte comprenant des navires de guerre américains, anglais, australiens et néo-zélandais a été mise en état d'alerte dans la mer d'Oman. Des troupes américaines ont été mises sur le pied de guerre aux Etats-Unis. Carter a ordonné le boycott du pétrole iranien et a gelé plus de huit milliards d'avoirs détenus par le gouvernement aux Etats-Unis.

Une hystérie belliqueuse, chauvine, est développée par les gouvernements impérialistes et par la presse bourgeoise dans le monde pour justifier ces manœuvres. Cette campagne décrit les masses iraniennes comme assoiffées de sang et comme des fanatiques religieux et réactionnaires. Elle condamne le peuple

iranien, et en particulier, les héroïques travailleurs du pétrole, pour une crise énergétique qui est manigancée par les monopoles pétroliers impérialistes.

Les agressions de la pègre d'extrême-droite contre des citoyens iraniens résidant aux Etats-Unis sont utilisées pour donner l'impression que les ouvriers américains veulent entrer en guerre contre leurs frères et leurs sœurs d'Iran.

Mais, ni la classe ouvrière américaine, ni les travailleurs et les masses opprimées dans le monde ne veulent d'intervention militaire impérialiste en Iran. Ils savent que le peuple iranien a fait avancer la cause de la liberté, en expulsant le chah et ses conseillers impérialistes. Carter qualifie le peuple iranien de «terroristes». Mais les véritables terroristes en Iran, ce furent les autorités

impérialistes qui ont armé jusqu'aux dents le chah, les agents israéliens et de la CIA et ceux de la SAVAK qu'ils entraînaient et qui ont été responsables de dizaines de milliers de morts et d'un nombre incalculable de victimes de la torture.

Aujourd'hui les masses iraniennes luttent pour étendre la révolution qui a évincé le régime despotique du chah, pour conquérir la pleine égalité économique et sociale et pour mettre fin aux ingérences impérialistes. Elles ont droit à la plus complète solidarité de la classe ouvrière mondiale.

Le Congrès mondial de la IV^e Internationale appelle toutes les organisations ouvrières dans le monde à développer la campagne d'action la plus large possible contre les menaces militaires de Washington contre l'Iran.

**RENVOYEZ LE CHAH ASSASSIN POUR QU'IL
SOIT JUGE POUR SES CRIMES !**

**RENDEZ LES RICHESSES VOLEES AUX MASSES
LABORIEUSES D'IRAN !**

US, BAS LES PATTES DEVANT L'IRAN !

**RETRAIT DE LA FLOTTE IMPERIALISTE
DE LA MER D'OMAN !**

Washington accentue sa guerre économique contre l'Iran

Michel ROVERE

UNE première constatation s'impose à propos de la crise iranienne : jamais depuis la défaite historique de l'impérialisme américain en Indochine en 1975, une administration américaine n'a été si près de tenter l'aventure d'une nouvelle intervention militaire.

A partir de la provocation ouverte, que constituait l'accueil du chah aux USA (provocation délibérée comme l'on montré les documents saisis à l'ambassade de Téhéran montrant que l'administration Carter envisageait depuis plusieurs mois, avant même qu'il ne soit question de maladie, d'accueillir l'ex-chah sur le territoire US), Carter et l'administration américaine ont tenté en utilisant le climat émotionnel créé par l'occupation de l'ambassade de Téhéran de faire d'une pierre deux coups :

- intimider, contenir et asphyxier économiquement pour tenter ensuite de mieux liquider, y compris militairement, la révolution américaine.
- tenter de régler au travers de

l'affaire iranienne la crise de leadership impérialiste, patente depuis la fin de la guerre du Vietnam, en recréant dans l'opinion publique et la classe ouvrière américaine l'Union sacrée autour de l'exécutif indispensa-

ble à ses menées bellicistes.

Toute la presse américaine et occidentale s'en est donné à cœur joie pour expliquer qu'avec la révolution iranienne l'Occident chrétien, c'est-à-dire les pays capitalistes avancés, étaient directement menacés. «*C'est un cataclysme pour les Etats-Unis, la première révolution sérieuse depuis 1917 en termes d'impact mondial*», expliquait dans *Time Magazine* l'ancien secrétaire à la défense, Arthur Schlesinger.

Et le sentiment est à l'unisson sur les deux rives de l'Atlantique : «*Nous atteignons la cote d'alerte*, explique un pétrolier français dans les colonnes du *Nouvel Observateur*, *et à partir de là tout l'Occident, au-delà des apparences politiques, devient en fait solidaire. Pour notre survie économique, nous ferons la guerre, s'il faut la faire...*» On ne peut être plus clair.

LA MENACE DE GUERRE

Déjà Carter a franchi quelques étapes sur le chemin d'une confrontation ouverte avec la révolution iranienne.

1 - Toutes les manifestations d'étudiants américains ont été interdites sur le territoire des Etats-Unis, mesure d'exception sans précédent, même aux

heures plus chaudes du conflit vietnamien.

2 - Le 10 novembre, un décret est paru prévoyant que tous les étudiants iraniens présents sur le sol des USA devaient régulariser leur situation - sans peine d'expulsion - auprès des Services de l'immigration. Plusieurs centaines d'étudiants ont déjà été exont mis en cause le caractère anticonstitutionnel d'une telle mesure raciste qui rappelle les mesures d'internement administratifs prises contre les américano-japonais lors du second conflit mondial. Jamais pourtant une réelle décision n'avait été appliquée en temps de paix.

3 - Le 12 novembre, Carter ordonna le boycott de toutes les importations pétrolières en provenance d'Iran, demandant aux pays alliés d'appuyer sa mesure en ne rachetant pas les 800 000 barils/jour concernés.

4 - Le même jour la maison Blanche annonçait la mise en état d'alerte des unités de Fort Bragg et Fort Hood, de la Force d'intervention rapide, cette unité de 110 000 hommes dont la 82e division aéroportée a été constituée peu après le début de la révolution iranienne pour servir d'unité d'intervention tous azimuts de l'impérialisme US.

5 - Le 13 novembre, une importante flotte de guerre, composée des porte-avions Midway et Kittihawk, escortés d'une vingtaine d'autres navires et renforcés par des escadrons d'hélicoptères poseurs de mines commençaient à se concentrer et à manœuvrer au débouché du détroit d'Ormuz et du golfe arabo-persique. A intervalle régulier, l'administration américaine faisait savoir que diverses solutions militaires étaient mises à l'étude, allant d'une «Opération Entebbe» sur les aéroports de Tehéran et à l'ambassade, jusqu'au blocus, par le minage de ports et des terminaux iraniens, voire à la destruction à titre de représailles des champs pétroliers du Khouzestan.

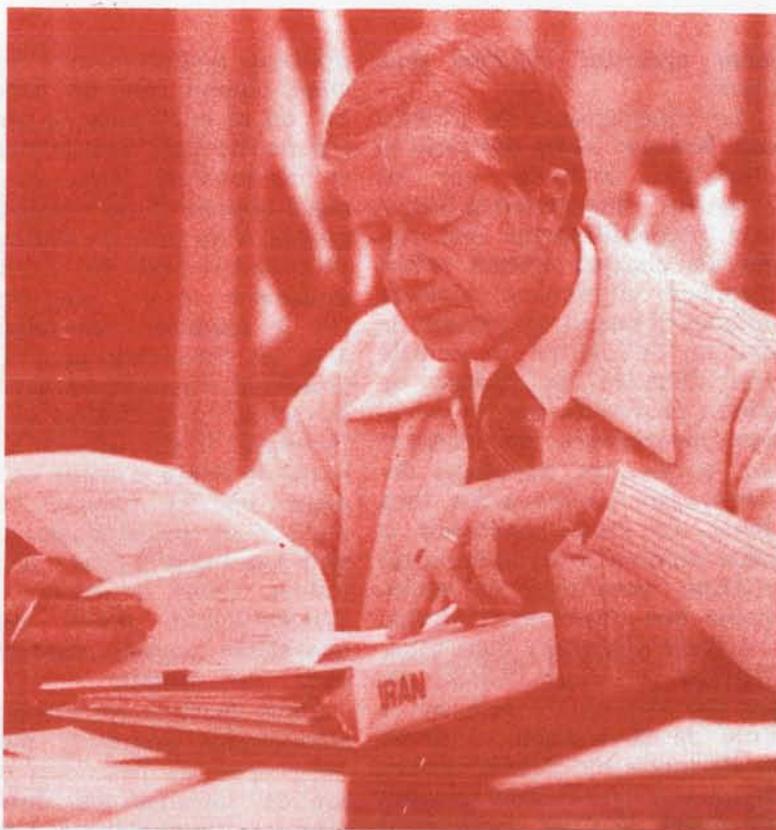
6 - Une importante étape dans guerre économique livrée par l'impérialisme à la révolution iranienne était franchie le 14 novembre lorsque Carter annonçait le «gel» de tous les avoirs iraniens déposés dans les banques US. Le montant total de ces avoirs se situerait entre 12 et 14 milliards de dollars. Provenant essentiellement des factures pétrolières, ils représentent environ la moitié des rentrées pétrolières annuelles (base 1978) de l'Iran et d'un huitième de son Produit national brut (base 1978).

Il faudrait ajouter encore le climat d'hystérie belliciste que l'administration a tenté de créer dans tout le pays, relayé en cela par les grands moyens d'information occidentaux.

L'UNION SACREE

Pour mener à bien sa politique d'étranglement économique de la révolution iranienne, et demain peut-être, une aventure militaire, l'administration Carter a bénéficié de l'appui passif de tous les pays du bloc occidental, mais aussi de la complicité des gouvernements du Moyen Orient ainsi que de la complaisance des bureaucraties du Kremlin et de Pékin.

Lorsque les plus grandes banques américaines ont ordonné à toutes leurs filiales dans



le monde de «geler» les avoirs iraniens, aucun gouvernement occidental ne s'y est opposé. C'est ainsi que la Banque de France a couvert la mesure, pourtant strictement illégale (puisque les filiales en France des banques américaines sont soumises à la même législation que les banques nationales et ne peuvent pratiquer un tel gel sans décision gouvernementale).

Les pays arabes modérés producteurs de pétrole, au premier rang desquels l'Arabie saoudite, les émirats du golfe de Koweït, avertis à l'avance du «gel» des avoirs iraniens, ont assuré l'administration américaine qu'ils ne retireraient pas leurs avoirs, pour ne pas risquer de placer l'impérialisme devant une crise monétaire sans précédent. De la même façon, par l'intermédiaire du ministre saoudien des affaires étrangères, ils ont réaffirmé que le dollar restait la seule monnaie susceptible de servir de base au marché pétrolier. Comme l'Iran, après le gel, décidait de faire régler ses factures dans d'autres monnaies que le dollar, Fritz Leuttwiler, président de la Banque nationale suisse annonçait «qu'il n'hésiterait pas à intervenir aussi souvent que nécessaire» pour soutenir la devise américaine. On voyait dans le même temps

les principales puissances occidentales, Japon, RFA et France en tête, faire, c'est le moins que l'on puisse dire, «la fine bouche» devant la proposition iranienne de se servir d'un «panier de monnaies» occidentales autres que le dollar, comme monnaie de référence pour le règlement des factures pétrolières.

Du côté des pays arabes producteurs de pétrole, qui craignent par-dessus tout le contagion de l'exemple iranien, l'Iran est là encore assez totalement isolé.

Au sommet arabe de Tunis, la Lybie de Khadafi a été le seul pays à proposer des sanctions contre les Etats-Unis de la part des pays arabes producteurs de pétrole. Motion rejetée à l'unanimité. D'ailleurs la Lybie qui comme l'Algérie dispose d'énormes avoirs en pétrodollars et qui avait déclaré qu'il fallait que le dollar cesse d'être la monnaie de référence, s'est jusqu'à ce jour gardée de faire le moindre geste un tant soit peu concret dans ce sens.

MOSCOU ET PEKIN AUSSI

A cette Union sacrée contre la révolution iranienne, les bureaucraties du Kremlin et de la Cité interdite sont venus égale-

ment apporter chacune leur pierre.

Les représentants de l'URSS aux Nations Unies ont voté la résolution appuyée par les Etats-Unis, demandant la libération inconditionnelle des otages. Ils ont par ailleurs refusé d'appuyer la première demande du gouvernement de Téhéran de réunion du Conseil de sécurité pour débattre des menaces de guerre provoquée par les menaces impérialistes, en insistant sur le fait que les otages devaient être libérés avant tout débat. La presse américaine a salué comme il se devait cette position soviétique en expliquant que l'isolement international de Khomeiny était total. Pendant 21 jours l'URSS n'a pas dit le moindre mot sur le fond de la question, à savoir la demande du peuple iranien de lui voir livré comme criminel de guerre le chah, pour qu'il rende compte devant une cour iranienne des crimes et des forfaits qu'il a commis.

Ce n'est que le 27 novembre, que le chef-adjoint du service international du CC du PCUS, Vadim Zagladine a reconnu que le peuple iranien avait le droit de vouloir juger le chah tout en réaffirmant que pour l'URSS le règlement du conflit devait se faire «sur la base du respect du droit international».

L'attitude de l'URSS s'explique bien évidemment à la fois autant par ses intérêts de préservations du statu quo, que par le souci qu'elle a de ne pas indisposer l'administration américaine alors que les accords Salt II doivent toujours être ratifiés par le Congrès et surtout par le danger de contagion, dans les républiques musulmanes du Sud de l'URSS de l'exemple révolutionnaire iranien.

C'est également pour des raisons d'équilibre géopolitique régional et de préservation du statu quo international que Pékin s'est rangé dans le camp des défenseurs du «respect universel des immunités diplomatiques».

La position chinoise a été jugée «utile» par le Département d'Etat américain.

Si la politique étrangère chinoise avait poussé très loin sa

politique d'alliances avec des régimes comme celui de Pinochet ou, on se le rappelle, le propre régime du chah, c'est la première fois que Pékin, dans une crise aiguë opposant une «super-puissance» à un pays du tiers-monde prend le parti de la «super-puissance». Il y a bien sûr en jeu le maintien des relations avec les Etats-Unis où le Congrès vient d'accorder à la Chine la clause de la Nation la plus favorisée. Il y a surtout la volonté de Pékin d'éviter au moment où les régimes turcs, afghans et pakistannais subissent à des degrés divers, de profondes crises politiques, une déstabilisation d'une région considérée comme stratégique pour ses intérêts.

Deux facteurs permettent de comprendre pourquoi, malgré ses préparatifs bellicistes et le soutien international dont il dispose, l'impérialisme US ne s'est pas lancé encore ouvertement dans une épreuve de force militaire.

1 - Malgré la campagne d'intox, Carter est loin d'avoir remonté le courant du sentiment de masse antiguerre qui existe dans la classe ouvrière et l'opinion publique américaines. Certes, toute la classe politique a fait chorus autour de la maison Blanche, d'autant qu'un des enjeux de la prochaine campagne électorale présidentielle, directement posé au travers des candidatures de Conally ou de Ted Kennedy, est de «remuscler» l'exécutif américain. Mais tous les sondages montrent que la majorité de l'opinion publique reste hostile à la guerre, sous le coup du traumatisme des 50000 cercueils de GI's qui avaient été ramenés du Vietnam. On peut mesurer cette résistance passive de l'opinion américaine à l'échec des manifestations convoqués par des groupements d'extrême-droite (Ligue de défense juive, associations étudiantes) et surtout par l'extrême prudence des bureaucraties syndicales qui s'étaient autrefois engagées à fond dans le soutien à la sale guerre du Vietnam.

2 - Mais ce qui fait surtout hésiter les faucons du Pentagone et du Département d'Etat, c'est l'énorme mobili-

sation du mouvement de masse en Iran, la nouvelle phase d'approfondissement du processus révolutionnaire, et la véritable conflagration que pourrait provoquer en Iran, mais aussi dans toute la région, une intervention militaire US.

Il y a peu de révolutions au cours de ce siècle où l'on ait assisté à une telle mobilisation de masse anti-impérialiste : c'est par millions que les iraniens ont manifesté le premier jour de la nouvelle année islamique en soutien à l'occupation de l'ambassade. Quelques jours avant, plusieurs dizaines de milliers de jeunes avaient entamé une grève de la faim volontaire pour montrer leur volonté de résister à tout blocus économique de la part des Etats-Unis. Aujourd'hui c'est dans des centaines d'usines et d'ateliers que les travailleurs consacrent une demi-heure par jours à l'apprentissage des armes, selon les instructions données par l'ayatollah Khomeiny.

Si l'occupation de l'ambassade US à Téhéran, patronée sinon commanditée par Khomeiny et des secteurs du Conseil de la Révolution islamique, a été le catalyseur de cette nouvelle phase de la révolution iranienne, le processus de radicalisation, de relance du mouvement de masse l'a précédé de plusieurs semaines.

LA VICTOIRE DES KURDES

1 - Il y a d'abord l'évidence, dès la fin du mois d'octobre, lorsque les *peshmergas* kurdes réoccupent la ville symbole de Marhabad, de l'échec politique et militaire de la tentative de répression par le gouvernement Khomeiny-Bazargan du mouvement des nationalités en Iran. L'offensive contre les Kurdes avait été le point culminant du tournant droitier entamé par le régime en août dernier, tournant qui s'était accompagné de la répression contre les organisations de la gauche iranienne et du mouvement ouvrier, par la censure de la presse d'opposition, par l'interdiction des manifestations, par

les procès et les exécutions contre des militants kurdes.

Aujourd'hui on voit que l'offensive lancée par les unités de l'ex-armée impériale et par les milices islamiques des *pasdarans* (Gardiens de la Révolution) n'a pu avoir raison du mouvement des nationalités au Kurdistan, mais aussi au Turkmenistan et au Khouzestan.

Les prises de terres qui étaient à la base de l'offensive lancée par les autorités de Téhéran contre les Kurdes se poursuivent dans le Kurdistan méridional et d'importantes manifestations contre la répression

se sont déroulées en Azerbaïdjan.

Khomeiny, qui avait traité les dirigeants du PDKI de «fils de satan» et d'agents du sionisme ou du chah a finalement dû faire une autocritique publique avant que la trêve soit décrétée par le PDKI. Il a «humblement demandé» à ses «frères kurdes» de lui serrer la main en expliquant : «On vous a calomnié en vous traitant de comploteur» et leur a promis que «la République islamique vous donnera le droit d'administrer vos affaires internationales et locales».

contre les menaces impérialistes et pour exiger du gouvernement qu'il aille plus loin, notamment dans la rupture des liens économiques avec les Etats-Unis.

4 - Après un moment d'unité factice, les oppositions politiques avaient commencé de ressurgir au sein même des cercles dirigeants de la République islamique, en particulier sur la question de la nécessité d'une solution négociée au problème kurde et sur la garantie de certaines libertés démocratiques. C'est ainsi que le gouvernement Bazargan, puis le gouvernement du Conseil de la Révolution qui lui a succédé, a finalement dû ré-autoriser la parution d'une série de journaux qui avaient été interdits ou suspendus en août dernier.

LES CONSEILS DES USINES

2 - Mais ce n'est pas seulement dans les zones périphériques des nationalités opprimées que le processus révolutionnaire iranien est allé s'accroissant depuis les mois de septembre et octobre.

Favorisé par la vague de nationalisations décidées en juin par le gouvernement incapable de relancer l'économie et surtout les investissements étrangers ou privés, des conseils d'usines ont surgi à travers tout le pays. Ces «*Shoras*», malgré le niveau de conscience et d'organisation encore bas du prolétariat iranien, ont commencé, devant la gravité de la crise économique (3 millions de chômeurs et une inflation qui se situerait aux alentours de 60%) d'entamer des expériences de contrôle ouvrier sur les salaires et la production.

Etape importante dans la construction du mouvement ouvrier indépendant, le prolétariat pétrolier, qui représente le cœur, par sa concentration, sa force économique et son expérience de lutte accumulée de la classe ouvrière iranienne, a formé une organisation à l'échelle nationale, le syndicat commun des travailleurs du pétrole, qui exige immédiatement la semaine de 44 heures et l'ouverture des livres de comptes de la NIOC, la compagnie nationale iranienne du pétrole. De telles expériences de contrôle

commencent à se répandre, vus les sabotages économique, la grève de l'investissement ou même la fuite des managers.

3 - Dans la jeunesse et les universités, après une période d'intimidations provoquées par les exactions et le terrorisme des organisations de l'extrême-droite islamiques, le mouvement étudiant a recommencé d'apparaître au grand jour. Des manifestations de soutien aux Kurdes et des protestations contre les atteintes aux libertés ont précédé une importante mobilisation ces dernières semaines

Cela commence par l'autorisation pour le Parti Tudeh de faire reparaitre son organe «*Mardom*». Le 5 novembre dernier c'était le journal du PST, «*Kargar*», qui était à nouveau autorisé, ainsi que plusieurs dizaines d'autres publications.

Sans avoir de statut légal, les organisations d'extrême-gauche ont pu de fait, commencer à reparaitre, à s'exprimer, vendre leur presse et même, tenir meeting, sans subir encore une répression ouverte de l'extrême-droite islamique ou des milices khomeinistes.



Etudiants iraniens, "en situation irrégulière", détenus aux USA

Dans la citadelle impérialiste le SWP en première ligne pour défendre la révolution iranienne

INTERVENANT au cœur de la citadelle impérialiste, et fidèle à sa tradition de défense des révolutions menacées par l'impérialisme, le *Socialist Workers Party* s'est immédiatement porté en première ligne de la défense de la révolution iranienne, comme il l'avait fait pour les révolutions cubaine, algérienne, vietnamienne, et récemment nicaraguayenne.

Le 9 novembre, les candidats du SWP à l'élection présidentielle, Andrew Pulley et Mathilde Zimmerman, envoyaient au journal iranien, *Bamdad*, un télégramme de solidarité avec les occupants de l'ambassade : «*En tant que candidats du SWP à l'élection présidentielle aux Etats-Unis, nous saluons la lutte du peuple iranien pour obtenir l'extradition des Etats-Unis du chah assassin des masses.*

Carter et les capitalistes américains épaulent le chah comme ils l'ont soutenu tout au long de son règne sanglant en Iran.

Le peuple américain est opposé au soutien accordé par les Etats-Unis au chah. Nous combattons toute tentative américaine d'intervention en Iran.

Vive la révolution iranienne !».

Ce télégramme a été reproduit en première page de la presse iranienne. Alors que dans sa presse et dans leur intervention syndicale, les militants du SWP tentent de faire

barrage au déferlement de propagande chauvine, les deux candidats du SWP ont rendu publique une déclaration plus longue dont nous reproduisons la conclusion :

«C'est certain, si des troupes américaines sont envoyées en Iran, ce sera pour protéger les intérêts d'Exxon, de Mobil et de Texaco, pas les intérêts du peuple américain.

Les travailleurs aux Etats-Unis n'ont rien à gagner à une guerre contre le peuple iranien. Nos intérêts sont liés à ceux des travailleurs et des paysans iraniens. Les multinationales géantes américaines qui dominaient l'économie iranienne sous le chah sont les mêmes que celles qui nous exploitent ici.

Les aspirations du peuple iranien nécessitent notre soutien. En Iran, les conseils ouvriers développent le contrôle de la production dans les entreprises et les champs pétroliers. Les Kurdes, les Arabes et les autres nationalités se battent pour l'autodétermination. Des millions d'Iraniens se mobilisent pour défendre l'indépendance de leur pays contre les menaces de guerre de Washington.

Les jeunes iraniens ont posé une banderole à l'ambassade US de Téhéran «Notre ennemi est le gouvernement américain, pas le peuple américain». Ils ont lancé un appel aux Américains pour qu'ils appuient leur juste revendica-

tion d'extradition du chah, de la même manière qu'ils «ont manifesté contre la guerre au Vietnam».

Au moment où Républicains et Démocrates se joignent dans le chœur des partisans de la guerre, les candidats du SWP diront la vérité. Nous ferons campagne d'un bout à l'autre du pays contre les tentatives de Carter d'engager le peuple américain dans une guerre.

La toute première priorité pour le SWP aujourd'hui, c'est de dénoncer les mensonges de Carter et de dire la vérité par des campagnes massives de vente du *Militant*, par des discussions sur les lieux de travail, par des conférences sur les campus, par des piquets et des manifestations avec tous ceux qui se prononcent contre la marche à la guerre.

Au fur et à mesure que davantage de travailleurs apprendront les faits, ils seront d'accord pour reconnaître que nos intérêts consistent à exiger :

HALTE AUX MENACES DE GUERRE !

EXTRADEZ LE CHAH

PAS DE DEPORTATION !

HALTE AUX ATTAQUES CONTRE LES ETUDIANTS IRANIENS !

US, BAS LES PATTES DE L'IRAN !

UNE DIRECTION NATIONALISTE BOURGEOISE EXCEPTIONNELLE

A l'évidence, le comportement politique de Khomeiny et d'une partie de la direction nationaliste bourgeoise du Conseil de la Révolution tranche par son radicalisme avec ce à quoi les leaders nationalistes nous avaient accoutumés, même aux temps dorés des Nasser, Péron, Arbenz. Il a été rare en ce siècle de voir une direction nationaliste bourgeoise ou petite-bourgeoise pousser aussi loin l'affrontement avec l'impérialisme, que ce soit lorsque Khomeiny, sans désespérer, a exigé jusqu'au bout le départ du chah et le renversement de la dynastie, ou lorsqu'il couvre aujourd'hui de son autorité la séquestration du personnel diplomatique de la première puissance impérialiste au monde. Il faut peut-être remonter au tout début de la révolution chinoise avec la direction Sun Yat-sen ou aux directions nationalistes bourgeoises des soulèvements des années 20 et 30 au Vietnam pour trouver l'équivalent.

Ce radicalisme n'empêche pas que l'opération ambassade relève aussi d'une manœuvre politique pour reconstruire autour de Khomeiny et du Conseil de la révolution islamique le consensus national menacé par la crise économique, la montée du ressentiment social et la question des nationalités et des libertés.

Khomeiny le reconnaît lui-même qui le 27 novembre dernier expliquait : «*Je le redis une fois encore que dans cette phase vitale, le peuple sans considération de doctrine ni d'idées politiques et religieuses, doit préserver son unité, manifester son hostilité aux atrocités innombrables du gouvernement américain; il ne doit pas penser à créer des problèmes ou semer des discordes qui ne peuvent bénéficier qu'aux ennemis de notre pays*».

Significatifs de la façon dont la hiérarchie chiite entend utiliser le mouvement de masse et le sentiment unitaire anti-impéria-

liste, est la mesure annoncée le 23 novembre par le Conseil de la Révolution qui interdit toutes les grèves en Iran et demande aux ouvriers de «*chasser les fauteurs des troubles, traîtres aux intérêts de l'Iran*», qui seraient à l'origine des mouvements sociaux qui se sont multipliés depuis deux semaines dans le pays.

Dans le même sens Khomeiny a expliqué à la télévision que 20 millions d'Iraniens et d'Iraniennes en âge de porter les armes devaient faire un apprentissage militaire, y compris sur le temps de travail, mais il a insisté sur le fait que ce devaient être les Gardiens de la révolution qui devaient servir d'encadrement pour cette instruction. Manière habile de réhabiliter aux yeux d'une opinion publique devenue méfiante à leur égard, des *pasdars* dont une commission d'enquête du gouvernement Bazargan a officiellement et publiquement reconnue la lourde responsabilité dans le conflit au Kurdistan.

Mais à la mesure même que le processus de révolution permanente s'approfondit en Iran, on voit apparaître clairement les limites de cette direction nationaliste bourgeoise. Deux indicateurs suffisent à révéler déjà cette tendance :

1) La manière dont le gouvernement iranien et ses figures réputées les plus «radicales» comme le responsable de l'économie Bani Sadr se trouvent sur la défensive dans la guerre économique entamée par l'impérialisme US;

2) Les oppositions sociales et économiques qui se font jour, au sein de la bourgeoisie iranienne contre la radicalisation du processus révolutionnaire iranien et la confrontation avec l'impérialisme, oppositions qui se manifestent aujourd'hui derrière la figure charismatique de Khomeiny, par la crise de direction politique pour la bourgeoisie iranienne. Une crise que se manifeste par les luttes des

clans, des limogeages, les manœuvres, la multiplicité des «centres de pouvoirs».

AU NOM DU PROFIT

Contrairement à ce que distille quotidiennement la presse occidentale, ce n'est pas l'Iran,

mais l'impérialisme qui a entamé le premier la guerre économique, non pas au nom de la prise d'otages de l'ambassade, mais au nom de la loi du profit, par le refus d'investir, la limitation au minimum des activités économiques des filiales situées en Iran, par le rapatriement des managers et des techniciens.

Cyniquement la presse impérialiste explique, après le «gel» des avoirs en petro-dollars de l'Iran, qu'il n'y a guère d'autres mesures économiques à prendre que les précautions déjà prises par les entreprises impérialistes.

Parlant des 250 entreprises US qui formaient le gotha de l'industrialisation iranienne, *Time Magazine* écrivait, le 26 novembre sous le titre «*Il n'y a plus rien à prendre*» : «*Aujourd'hui la plupart d'entre elles (les entreprises US) ont fermé boutique ou les ont laissé sous la direction de leurs ouvriers en rapatriant les cadres américains*».

Ainsi, la *Fluor Corp.* de Californie, impliquée dans un gigantesque projet de «joint venture» de construction d'une raffinerie à Ispahan a passé le relai, pour l'achèvement des travaux, à son partenaire allemand *Thyssen DuPont* a fermé depuis décembre dernier son usine de fibres synthétiques d'Ispahan et il ne reste selon l'hebdomadaire américain «*qu'une paire de banques et une compagnie d'ordinateurs*» installés en Iran : «*Il n'y a plus d'avoirs physiquement expropriables par les Iraniens (...). De nombreux hommes d'affaires américains préféreraient désormais exporter des produits finis vers l'Iran ou fournir des services (plutôt que d'investir, sous-entendu) et exigent d'être payé cash immédiatement. Le Département du*

Commerce estime que les avoirs américains en Iran ne dépassent pas 300 millions de dollars. Or les hommes d'affaires américains peuvent exiger d'être payés sur les 6 milliards de dollars d'avoirs iraniens qui viennent d'être gelés pour compenser ce qu'ils perdraient en Iran».

UNE NOUVELLE FORME DE GUERRE ECONOMIQUE POUR UNE NOUVELLE FORME DE DEPENDANCE

En 1953, le blocus impérialiste contre le gouvernement Mossadegh avait pris une forme spectaculaire lorsque la marine britannique, au service de la *British Petroleum* et des grandes compagnies pétrolières arraisonnaient les pétroliers qui chargeaient dans les ports iraniens. C'était l'époque où l'impérialisme accumulait encore l'essentiel de ses surprofits coloniaux dans l'extraction et l'exportation des matières premières. Aujourd'hui, la bataille économique engagée par l'impérialisme américain paraît moins brutale, mais son efficacité tient à ce que l'économie iranienne depuis la Révolution blanche et l'industrialisation qui a suivie est en fait plus dépendante du marché mondial, c'est-à-dire de l'impérialisme qu'elle ne l'était du temps de Mossadegh.

La différence, c'est qu'avec la modification des formes de dépendance, les formes de la guerre économique se sont aujourd'hui modifiées.

On peut vérifier concrètement aujourd'hui avec le gel des 12 milliards de petro-dollars iraniens que la longue bataille entamée dans le milieu des années 50 par les pays producteurs de pétrole pour la récupération de la rente pétrolière, et qui s'est soldée à la fois par la nationalisation des installations en Iran, et la hausse des prix du brut, depuis le début des années 70, n'a fait que modifier les formes de la dépendance. Au lieu de dépendre des sept «Sœurs» (les grandes compagnies pétrolières du consortium), qui exploitaient et commercialisaient le pétrole, l'économie

iranienne dépend aujourd'hui des cinq ou six grandes banques US (au premier rang desquelles la *Chase Manhattan* de Rockefeller qui gère les immenses biens du Chah, la *First National*, la *Bank of America*, la *Chemical Bank*, la *Morgan Guaranty*). Et ce sont ces banques qui sont aujourd'hui à l'offensive pour remettre en cause, à partir de la décision du «gel» des avoirs iraniens, tout le système de crédit dont pouvait disposer l'Iran et contraindre l'économie iranienne à revenir au troc : marchandises contre pétrole, donnant-donnant.

Or, tout le reste de l'économie iranienne et en premier lieu l'industrie, dépend directement du marché mondial. Les importations étaient couvertes à 96% par les ressources pétro-

lières en 1977, contre seulement 67% en 1957. L'industrialisation de l'Iran a été une «une industrialisation dans la dépendance» consistant pour l'essentiel en usines de montages, qui dépendent pour leur fournitures des grandes entreprises multinationales (90% des importations proviennent des pays capitalistes développés et 75% de ces importations étaient constituées des biens nécessaires pour la production intérieure).

Conséquence de la réforme agraire désastreuse et partielle, commise par le chah, l'Iran qui sous Mossadegh était un pays exportateur de produits agricoles, ne se suffit plus à lui-même. En 1977, il importait pour 3 milliards de dollars de biens alimentaires.

LE PIEGE DE L'ECONOMIE MIXTE

Face à la guerre économique entamée par l'impérialisme, le modèle de développement prôné même par Bani Sadr, c'est-à-dire un modèle d'économie mixte, combinant secteur nationalisé (toutes les banques et l'essentiel de la grande industrie ont été nationalisées) et initiative privée, mais respectant fondamentalement les lois de l'accumulation capitaliste, de la propriété capitaliste et de la division internationale du travail, se révèle de peu d'efficacité.

La seule alternative à la guerre économique passe par un plan de reconversion de l'ensemble de l'économie, par le contrôle étatique du commerce extérieur non pétrolier, par une relance de l'activité agricole avec une véritable réforme agraire. Mais aucun gouvernement capitaliste ne peut s'engager dans cette voie.

Il est évident, qu'au-delà des discours démagogiques et malgré les marges de manœuvres que lui donne encore la vente du pétrole, aucun des secteurs du gouvernement bourgeois iranien n'est en mesure de mener une telle politique qui toucherait non seulement les intérêts impérialistes, mais directement les intérêts de la

bourgeoisie nationale iranienne sur lesquels il s'appuie (il ne faut pas oublier que le «bazar» contrôle entre 60 et 70% de l'import-export non pétrolier et que toute réforme agraire radicale le toucherait directement vu ses intimes connections, familiales et économiques, avec les propriétaires terriens, son monopole des circuits de commercialisation entre la ville et la campagne, où la part qu'il représente dans l'endettement des petits paysans parcellaires).

C'est cette réalité sociale et économique des forces sociales, donc directement la hiérarchie chiite d'où sont issus les actuels dirigeants iraniens qui soustend toutes les oppositions. L'enjeu des querelles entre un Ghotzadeh et un Bani Sadr, entre ce dernier et son ministre du pétrole, entre l'ayatollah Khomeiny occupant l'ambassade et Bazargan, outre les querelles pour le contrôle du pouvoir politique, reflètent surtout les tensions provoquées par la confrontation économique avec l'impérialisme au sein de la bourgeoisie iranienne.

Cela explique que jamais le «radical» Bani Sadr n'a pris l'initiative sur le terrain de la

guerre économique contre l'impérialisme !

C'est Carter qui a décidé le boycott du pétrole iranien livré aux Etats-Unis. C'est Carter qui a décidé le «gel» par l'offensive pour rompre toutes les lignes de crédits à moyen et à court terme. En face de cela, on a vu une querelle ouverte entre Bani

Sadr et Moïfar sur l'acceptation du dollar contre monnaie de compte pour les factures pétrolières, on a vu Bani Sadr annoncer le non-respect de la dette extérieure, puis faire machine arrière en annonçant qu'il ne s'agissait que des prêts étrangers consentis aux 28 banques iraniennes nationalisées en juillet.

résulter de la confrontation économique, dans un climat de mobilisation anti-impérialiste, va pousser à la radicalisation de la classe ouvrière et de la paysannerie.

Davantage encore que la question du respect des libertés démocratiques ou des droits des minorités nationales, cette radicalisation-là va être propice à des phénomènes de différenciation et de clarification politique au sein de la classe ouvrière.

L'AVEU DE GHOTBZADEH

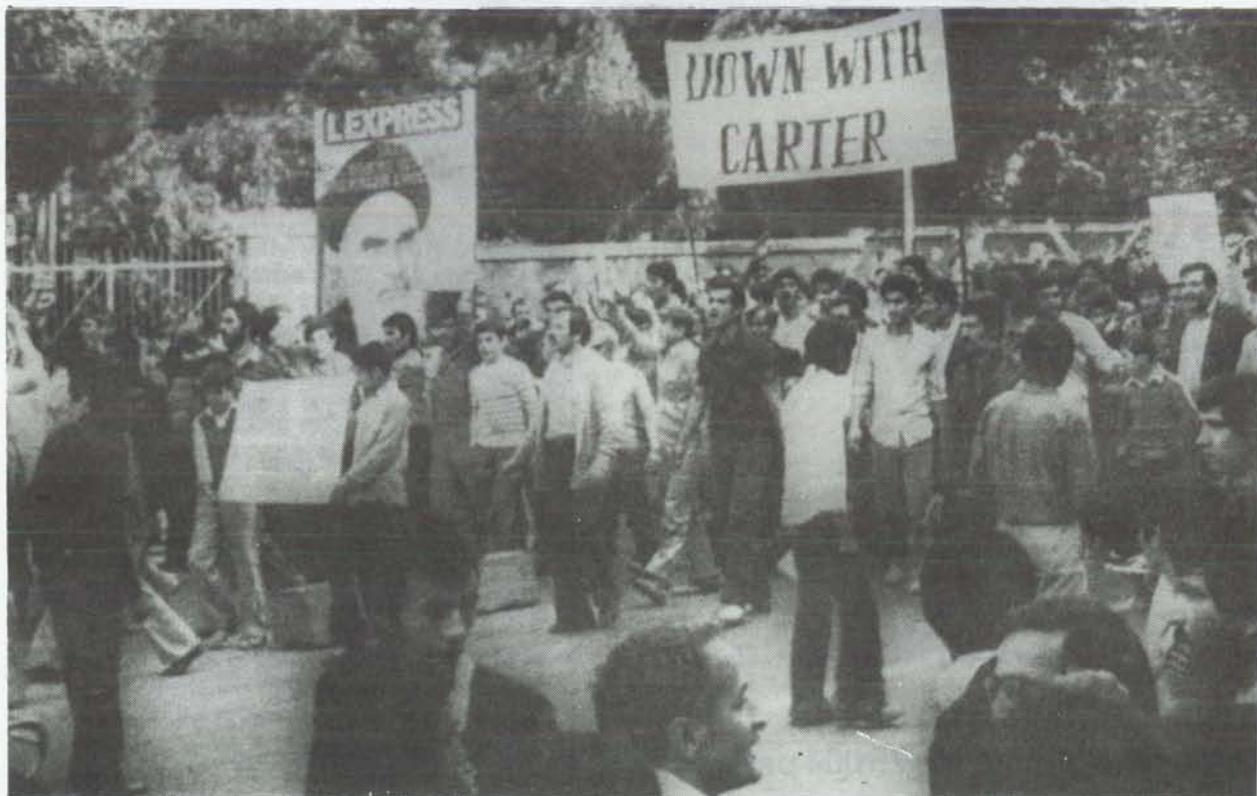
Ghotbzadeh, qui vient de remplacer Bani Sadr à la tête de la diplomatie iranienne sous prétexte que Khomeiny ne voulait pas qu'il se rende à l'ONU, avait en fait expliqué une semaine auparavant les affres de la moyenne et petite-bourgeoisie iranienne en expliquant *«je suis contre une escalade de la guerre économique avec les Etats-Unis.»* Et d'expliquer qu'il fallait prendre son temps : *«il faudrait que nous gardions notre sang-froid, que nous choisissions nous-même le moment venu le terrain de la confrontation»*. A l'évidence, faute de pouvoir trouver une solution politique ou militaire locale, alternative à Khomeiny, l'impérialisme tente au travers de la

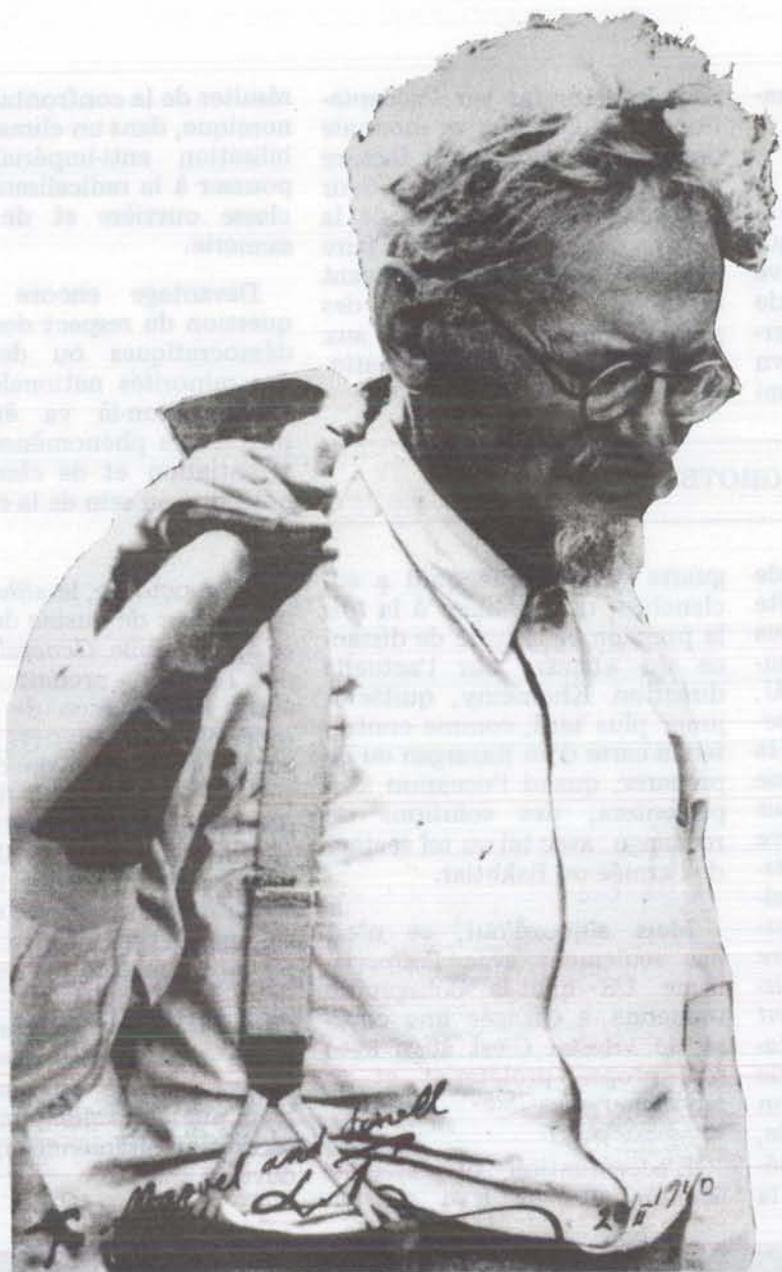
guerre économique qu'il a enclanchée, de combiner à la fois la pression et la prise de distance du «bazar» sur l'actuelle direction Khomeiny, quitte à jouer plus tard, comme contre-feu la carte d'un Bazargan ou de préparer, quand l'occasion s'en présentera, des solutions de rechange avec tel ou tel secteur de l'armée ou Bakhtiar.

Mais aujourd'hui, ce n'est pas seulement avec l'impérialisme US que la bourgeoisie iranienne a engagée une course de vitesse. C'est aussi avec son propre prolétariat et sa paysannerie.

L'accentuation de la crise économique en Iran qui va

Fin octobre, le «Shora» des travailleurs de l'usine de montage automobile *General Motors* de Téhéran, prenait contact, avant l'occupation de l'ambassade, avec les ouvriers des sept autres entreprises de construction (de montage) d'automobile pour étudier la possibilité d'une reconversion industrielle, après rupture des liens avec les sociétés de Détroit, afin de construire une petite voiture quatre places populaire. On voit là un premier exemple de la prise de conscience ouvrière développée par la crise. Neuf mois après la chute du chah, c'est bien une nouvelle phase de la révolution iranienne qui s'est ouverte. □





vient de paraître :

Histoire de l'Internationale communiste (1919-1943)

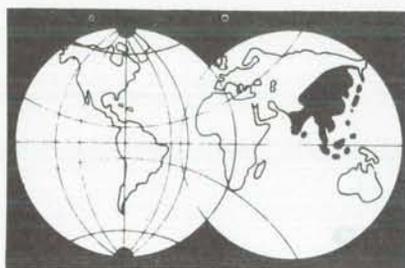
par Pierre Frank

2 volumes, 950 pages

EDITIONS LA BRECHE

en vente à la librairie la brèche
10 impasse guéménée 75 004 paris





La répression bureaucratique frappe le « Mouvement démocratique »

*Les Marxistes révolutionnaires de Hong Kong,
les revues contestataires chinoises
défendent Wei Jingsheng, Fu Yuehua et Ren Wandong*

WEI Jingsheng, animateur de la revue contestataire de Pékin «Tansuo» (*Exploration*), a été condamné, le 16 octobre, à une peine de 15 ans de prison. Depuis, le climat de répression s'alourdit à nouveau en Chine. Trois jeunes Chinois, qui diffusaient devant le «Mur de la démocratie» (où sont apposées les affiches murales et vendues les revues dissidentes) un compte-rendu «non-officiel» du procès de Wei, ont été interpellés par la police.

Une vaste campagne de presse vient d'être officiellement lancée dans la capitale chinoise en vue de «fermer» le «Mur de la démocratie» du carrefour Xidan.

Malgré la menace de répression bureaucratique, le «Mouvement démocratique» reste vivace en Chine même. Le procès de Fu Yuehua, - militante ouvrière qui s'était jointe à des manifestations paysannes et contre le chômage en janvier et qui avait dénoncé un cadre du parti qui l'aurait violée à plusieurs reprises - a été reporté après la tenue de la première séance. Selon Liu Qing, animateur de la revue contestataire «La Tribune du 5 avril», ce report serait dû au soutien qui s'était manifesté, parmi les spectateurs, en faveur de Fu, et au fait que l'accusation se voyait mise à mal par la défense. Même des revues officielles, comme «Clarté», doivent se faire l'écho de vastes débats qui agitent la population et les rangs du PCC sur la question de la légalité socialiste. Dans le monde, par ailleurs, les

protestations ont été nombreuses à la suite de la scandaleuse condamnation de Wei Jingsheng. En France, notamment, 250 intellectuels, dont de très nombreux sinologues, ont demandé dans une lettre au Premier ministre chinois que ce jugement soit reconsidéré.

Nous publions dans ce numéro d'*Inprecor* trois documents relatifs à ces questions : déclaration commune de la *Ligue marxiste révolutionnaire* et du *Groupe des jeunes socialistes*, organisations trotskistes à Hong Kong, en défense de Wei Jingsheng et du combat pour la démocratie socialiste en Chine, un appel publié par la revue constataire de Canton, «*La Voix du peuple*».

- une déclaration commune de la *Ligue marxiste révolutionnaire* et du *Groupe des jeunes socialistes*, organisations trotskistes à Hong Kong, en défense de Wei Jingsheng et du combat pour la démocratie socialiste en Chine;

- un appel publié par la revue contestataire de Canton, «*La Voix du peuple*»;

- la reproduction d'une interview du chef du poste de police responsable de l'arrestation de Fu Yuehua, réalisé en février 1979, par un groupe de journalistes indépendants et publié en mars dans la revue «*Exploration*». Cet interview illustre à la fois les «trous» béants de la légalité en Chine et les méthodes d'action des militants du «*Mouvement démocratique*».

Après la condamnation à 15 ans de prison de Wei Jingsheng,

Déclaration de la Ligue marxiste révolutionnaire et du Groupe des jeunes socialistes de Hong Kong

MEMBRE du mouvement pour les droits de l'homme de Pékin, un des fondateurs de la revue indépendante «*Exploration*», Wei Jingsheng, arrêté depuis le mois de mars de cette année par le Gong An Ju (*Sécurité publique*) de Pékin, vient finalement d'être condamné à 15 ans de prison par le tribunal, le 16 octobre. Cette nouvelle n'a pas seulement retenti sur toute la Chine, mais elle a aussi attiré l'attention de l'opinion publique mondiale qui a pu constater en quoi consiste la démocratie et la légalisation annoncées par la bureaucratie chinoise, représentée par Hua Guofeng et Deng Xiaoping.

Selon l'agence officielle de presse *Xin Hua* (Chine nouvelle), la cour a confirmé la première accusation contre Wei, selon laquelle il aurait, le 20 février (le quatrième jour de l'invasion chinoise au Vietnam), donné à un étranger des informations militaires concernant les noms des commandants de nos troupes participant au combat, l'effectif engagé, le déroulement du combat et le nombre de morts et de blessés.

Rien qu'au vu d'une «preuve» aussi simple, nous pouvons affirmer que nous avons à faire à un procès monté, car :

1. En quoi ces «noms de commandants», «le nombre des morts et des blessés», pouvaient-ils constituer une information militaire, en quoi pouvaient-ils être utiles à l'ennemi ? A l'époque, à Hong Kong, comme partout ailleurs, nombreux furent les journaux qui publièrent ces

soi-disant «informations secrètes» (par exemple, le jour même de l'invasion, l'agence *United Press* avait déjà annoncé que Yang Dezhi était nommé commandant de la zone militaire de Kun Ming - proche du Vietnam -, et que le maréchal de l'air Chang Yanfa était déjà parti pour le front). N'importe quel QG ennemi peut recueillir facilement sur le champs ces «secrets». Ils ont peu de valeur militaire et sont encore moins une preuve de «trahison».

2. Malgré le fait que le père de Wei soit un ancien cadre du PCC, lui-même n'est qu'un électricien du service d'entretien des jardins publics, un citoyen ordinaire. En plus, étant connu pour être anti-PCC, on peut se demander comment il a pu, en quatre jours, recueillir des renseignements militaires et comment il pouvait avoir entre les mains de véritables secrets militaires. Aujourd'hui, la cour ne l'a pas inculpé pour vol de secrets militaires, ni n'a accusé personne de lui fournir les renseignements. Il est donc évident que même la cour a prouvé indirectement que les «secrets militaires» donnés par Wei à l'étranger ne sont rien d'autre que des informations que tout le monde peut avoir.

De plus, selon les révélations de la revue indépendante «*Tribune du 5 avril*», affichée le 11 octobre sur le «*Mur de la démocratie*», les soi-disant «secrets militaires» sont publiés depuis longtemps dans la «*Documentation d'étude*» publiée par l'agence *Xin Hua* elle-même, et

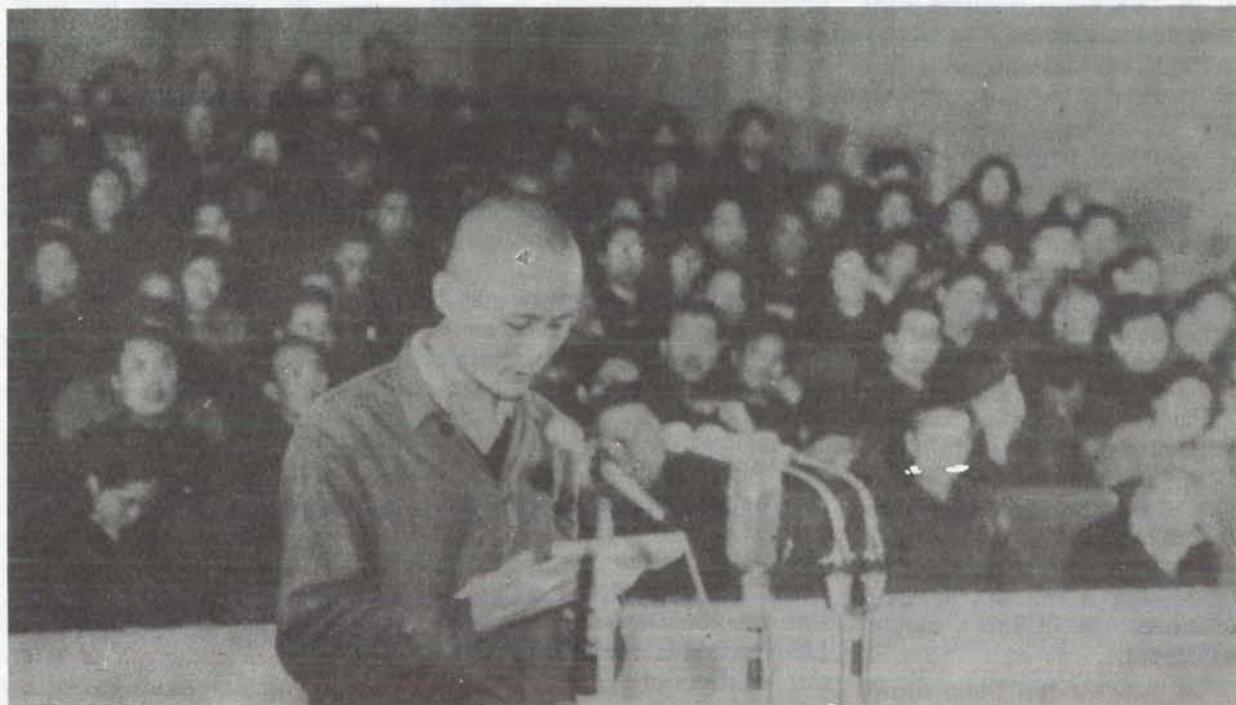
ce à plusieurs millions d'exemplaires !

3. Selon l'information de l'agence *Xin Hua* du 16 octobre, l'étranger qui a conversé avec Wei, lui «a demandé de décrire oralement l'état de nos troupes engagées». Alors s'il est établi que Wei a fourni des renseignements, cet étranger doit être considéré comme un espion; pourquoi n'est-il pas arrêté, inculpé ou expulsé ?

4. La cour n'a pas précisé la présence d'une tierce personne durant la conversation de Wei avec l'étranger; elle n'a donc pas de témoin. Dans de telles conditions, si Wei a délibérément révélé les «secrets militaires» à l'étranger, il aurait pu le nier. Mais, au contraire, il confirme le fait, montrant ainsi qu'il a dit vrai quand il se défend d'avoir su que ces informations étaient des secrets d'Etat. Par contre, en invoquant le fait que Wei après avoir accompli son service militaire, devait être au courant de ce que ces informations devaient rester secrètes, les juges n'ont pas voulu prendre en considération le caractère véridique des réponses de Wei.

En conséquence, celui qui croirait au bien fondé de sa condamnation, en fonction des raisons données par la cour, est soit le plus grand des idiots, soit un ignoble défenseur de la répression juridique de la bureaucratie chinoise.

S'il y a quelqu'un qui a révélé à l'étranger les secrets militaires sur l'invasion du Vietnam par la Chine, ce n'est pas



Wei Jinsheng pendant son procès

l'ouvrier Wei, mais le Premier ministre, le vice-Président du PCC, le chef d'Etat major Deng Xiaoping. Il a fourni l'indication que la Chine allait envahir le Vietnam au Président Carter, chef de file de l'impérialisme américain, au Premier ministre Ohira, chef de file de l'impérialisme japonais, et à beaucoup de journalistes et officiels des Etats-Unis et du Japon. Si la Chine applique vraiment «l'égalité de tous devant la loi», pourquoi Deng n'est-il pas arrêté, condamné pour trahison et emprisonné ?

Une chose qui doit attirer le plus l'attention du peuple chinois et des progressistes du monde entier est que la deuxième accusation portée contre Wei spécifiait qu'il avait agi à l'encontre des règles constitutionnelles suivantes : «*Le marxisme et la pensée de Mao Zedong sont les idéologies dirigeantes de la Chine*», «*tous les citoyens doivent soutenir le fait que le PCC dirige la Chine*».

Ces règlements sont eux-mêmes des choses parmi les plus réactionnaires. Ils sont contre toutes les règles de la démocratie, contre les droits de l'homme auxquelles le peuple chinois aspire tant aujourd'hui et contre les intérêts des masses laborieuses.

Peu importe que ces règlements soient appelés Constitution ou de tout autre nom. Le peuple a le droit de les attaquer, de les renverser. Dans le passé, le Kuomintang - parti nationaliste bourgeois au pouvoir avant 1949 - appliquait de telles dénominations de réactionnaires sur la base de sa Constitution. Pourtant, le PCC de l'époque qui œuvrait encore à la révolution, n'a pas hésité à la défier et réussi à l'éliminer du territoire chinois. Il est sûr que le peuple héritera de cette tradition révolutionnaire et luttera contre toutes les forces réactionnaires qui agissent contre lui.

Le PCC utilise la «Constitution» pour défendre la dictature d'un seul parti. Il croit que, pour avoir dirigé la révolution qui a renversé le Kuomintang, il disposerait du droit d'imposer au peuple sa direction et aurait le droit de forcer le peuple chinois à lui obéir éternellement. Nos réponses sont les suivantes :

1. Tant que vous obligerez le peuple à se soumettre à vous, il n'y aura jamais de direction, mais domination, répression;
2. si vous exigez que le peuple se soumette éternellement, parce que vous avez dirigé une

révolution, en quoi vous distinguerez-vous de la logique de l'usurier ? Vous avez la logique de l'opresseur qui exploite le peuple;

3. puisque le Kuomintang avait aussi dirigé la révolution qui a renversé la dynastie Qing, avait-il donc le droit d'exercer la dictature d'un seul parti ?

Bien sûr, le PCC va se justifier en invoquant le «Congrès national du peuple», en expliquant que la «Constitution» est définie par le «Congrès national du peuple». Mais n'oublions pas que depuis toujours le «Congrès du peuple» n'est qu'un paravent de la dictature d'un seul parti, du PCC.

Il est vrai que Wei est contre le marxisme, mais nous, véritables marxistes, sommes contre l'obligation faite aux gens d'accepter le marxisme. Le fait de vouloir forcer les gens à accepter le marxisme est justement anti-marxiste, il dénature le marxisme. Les véritables marxistes sont fermement opposés au fait d'obliger les autres à accepter n'importe quelle idéologie. La vérité ne peut jamais s'appuyer sur la violence pour être acceptée. Le PCC brandit le drapeau du marxisme, mais il commet beaucoup de crimes et d'erreurs. Ceci est au moins une des raisons pour lesquelles

Wei et beaucoup d'autres sont contre le marxisme.

Seul les bureaucrates qui ont peur de la vraie prise en main du pouvoir par le peuple peuvent forcer le peuple à accepter leurs idées. La pensée Mao Zedong est justement anti-marxiste. La dictature d'un seul parti est anti-marxiste. Il est aussi anti-marxiste de s'associer à l'impérialisme pour attaquer le Vietnam (malgré le fait que le Parti communiste vietnamien pratique la même dictature, commette aussi beaucoup de crimes et d'erreurs, la Chine ne doit pas attaquer le Vietnam, tout comme les autres pays n'ont pas le droit d'attaquer la Chine malgré ses crimes).

Le pouvoir politique suprême de la Chine doit être aux mains du peuple, le peuple doit avoir le droit de s'apporter quel parti au pouvoir; il doit avoir le droit de s'appuyer sur la masse pour démettre de ses fonctions n'importe quel parti au pouvoir. Mais aujourd'hui, le PCC monopolise ce droit qui, à l'origine, appartenait au peuple entier. Dans de telles conditions, Wei a raison quand il demande au peuple de «*reprendre le pouvoir des mains de ces seigneurs*». Il n'a pas commis le moindre crime contre le peuple, les coupables sont les bureaucrates qui privent la masse de ses droits. La répression contre Wei avait pour but d'arrêter la lutte du peuple pour reprendre le pouvoir. C'est là une prétention des bureaucrates.

Wei appelle le système appliqué en Chine «*le système des seigneurs féodaux*». Ceci est bien sûr erroné. Mais ce n'est qu'une erreur d'analyse théorique et ne peut nullement constituer un motif d'inculpation pour crime. Il est vrai que la dictature du PCC comporte de nombreux points communs avec les systèmes féodaux. En plus, c'est le PCC lui-même qui a commencé à utiliser n'importe comment les termes, en appelant «*fascismes féodaux*» le règne de Lin Piao et celui de la bande des quatre, qui furent

pourtant les dirigeants du PCC dans le temps. Wei n'a fait qu'imiter l'exemple du PCC.

La Chine est un Etat ouvrier. La classe ouvrière doit être la classe dirigeante. Les bureaucrates, avec à leur tête le PCC, ont usurpé le pouvoir politique du peuple; ils appliquent la dictature d'un seul parti, étouffent la démocratie de la classe ouvrière. Le peuple est contraint de se battre pour la démocratie socialiste, pour les droits de l'homme. Que, dans un tel processus de luttes anti-privileges, il y ait une partie du peuple qui, comme Wei, arrive à des conclusions anti-marxistes n'est que la conséquence inévitable de la dénaturation des bureaucrates du PCC. Les véritables marxistes et ceux qui soutiennent la démocratie ne doivent pas tolérer que le PCC utilise la Constitution pour réprimer les dissidents et les idées dissidentes, pour déshonorer plus encore le socialisme.

Wei croit aux idées de Jean-Jacques Rousseau; il ne sait pas que ces idées ne sont pas scientifiques, qu'elles sont en retard par rapport au marxisme. La répression et la dénaturation des droits démocratiques du peuple par le capitalisme et les guerres qui en résultent, ont donné la preuve, depuis longtemps, que seul le socialisme véritable peut protéger les droits de la majorité du peuple. Wei ne s'est pas trompé en se battant pour les droits de l'homme en Chine. Le marxisme respecte bien plus les droits de l'homme que les idéaux les plus progressistes de la bourgeoisie. Le marxisme a hérité de tous les points progressistes de la démocratie bourgeoise, en les développant. Seule, la réalisation du communisme et la disparition du capitalisme peuvent donner aux gens, la plus grande liberté et la plus grande dignité, sans crainte d'être attaqués par personne. Nous, véritables marxistes, devons débattre de nos références théoriques avec le courant de Wei, mais ces débats théoriques ne nous empêchent pas de nous associer avec eux pour exiger le respect des droits de l'homme face aux bureaucrates autoritaires. Ce ne serait que si le courant de Wei tentait par des

actes de renverser le système social actuel en Chine, c'est-à-dire de renverser le système de propriété d'Etat et de restaurer le pouvoir économique et politique des capitalistes et des latifundistes, que nous serions d'accord pour les attaquer violemment, en faisant usage des lois. Jusqu'à maintenant, nous n'avons pas eu la moindre preuve que Wei agissait ainsi; nous devons donc le défendre contre la répression juridique qui le frappe afin qu'il puisse exprimer ses idées. Les autorités profitent des idées erronées de Wei pour réprimer son action progressiste visant à lutter pour les droits de l'homme et la démocratie. Ces actes criminels des autorités ne frappent pas seulement directement le mouvement progressiste pour les droits de l'homme et la démocratie. Ils conduisent en même temps au renforcement des idées erronées de Wei, dénaturant encore plus le marxisme, provoquant une sympathie dans le peuple pour ces idées erronées.

Wei fut arrêté le 29 mars. Quatre jours avant l'arrestation, le magazine «*Exploration*» avait publié un éditorial ébauché par lui «*Vouloir la démocratie ou vouloir une nouvelle dictature*». Dans cet article, il a vivement critiqué le discours dénonçant le mouvement pour les droits de l'homme, prononcé par Deng Xiaoping, le 16 mars, à la Conférence des cadres dirigeants des divers départements centraux du PCC (Il s'agit probablement de l'assemblée pour fêter la victoire de la «*punition du Vietnam*»). L'article notait que «*Deng Xiaoping tente d'utiliser la confiance que le peuple lui accordait dans le passé pour contrer le mouvement pour la démocratie. Il accuse le Mouvement pour la démocratie de tous les crimes; il tente de masquer l'incapacité du clan Hua-Deng de sauver la production et l'économie en faisant porter la responsabilité de la situation au Mouvement démocratique, en prenant une fois de plus le peuple comme bouc émissaire de l'échec de leur politique*».

Le fait que Wei ait été arrêté peu de temps après prouve

que la raison directe de la répression est son article. Nous pouvons affirmer que les bureaucrates ne peuvent tolérer la moindre critique envers les «dirigeants». La prétention des bureaucrates supplante les promesses en l'air faites sur la démocratie socialiste et sa législation.

La répression du PCC, à l'encontre de Wei, n'est pas une affaire isolée. Elle fait partie des mesures d'intimidations de la Chine pour arrêter le peuple dans sa lutte pour les droits de l'homme et contre les privilèges. Ainsi le PCC a arrêté Fu YueRua, membre actif du mouvement de soutien aux paysans ainsi que Ren Wandong, membres de la Ligue des droits de l'homme en Chine. La répression bureaucratique qui frappe ces militants montre clairement que jamais les bureaucrates n'abandonneront leurs privilèges. Tous ceux qui osent contester ces privilèges deviendront les cibles de la «dictature du PCC».

Certains journalistes s'étonnent de la lourde condamnation de Wei alors même que Hua Guo feng commençait sa visite en Europe. Ils se demandent pourquoi la Chine ne s'inquiète pas de ce que cette affaire puisse faire obstacle aux relations entre la Chine et les pays européens. En réalité, le fait que Pékin se rapproche de l'impérialisme à l'extérieur et réprime le peuple à l'intérieur, n'est que les deux faces d'une même politique. Les bureaucrates s'en soucient peu, car ils ne pensent pas que les impérialistes vont s'opposer à la répression contre le mouvement démocratique et pour les droits de l'homme en Chine.

Avant même la «Révolution culturelle», les organismes de la «Sécurité publique» ont commis de nombreux crimes contre le peuple. C'est pourquoi, quand Mao, pour défendre ses propres intérêts et pour protéger ses privilèges particuliers, a appelé le peuple à écraser les organismes de «Sécurité publique», contrôlés par le clan adverse, le peuple a répondu massivement. Mais l'appareil de Mao, de Lin et de la Bande des quatre, qui a remplacé l'ancienne équipe s'est

avéré encore pire, les souffrances imposées au peuple encore plus grandes. En conséquence, beaucoup de gens ont recommencé à se faire des illusions sur la bande de Deng Xiaoping et Peng Zhen - ancien maire de Pékin - destitué pendant la «Révolution culturelle». Ils espéraient qu'il y aurait des procès importants après leur reprise du pouvoir. Depuis trois ans, nombreux sont les exemples qui montrent que ces vieux bureaucrates (ou n'importe quelle fraction de la bureaucratie chinoise) s'occupent seulement de leurs privilèges et ne cherchent nullement le bonheur du peuple. Ils n'hésitent pas à attaquer sévèrement quiconque ose, même légèrement, mettre en cause ou critiquer leurs privilèges. Le cas de Wei en est un exemple vivant.

Aujourd'hui, le peuple chinois ne veut plus rester silencieux; il ne supporte plus la répression ouverte de la bureaucratie. Courageusement il affiche les Dazibao sur le «Mur de la démocratie» à Pékin, il tient des réunions dans les jardins publics pour protester contre la répression qui frappe Wei, ainsi

que contre la répression des droits de l'homme. Les personnalités et les organismes progressistes du monde entier (*Amnesty International*, le milieu culturel allemand, le dissident soviétique Sakharov) ont manifesté leur soutien aux exigences légitimes du peuple chinois.

Les véritables marxistes doivent aussi défendre le droit de liberté d'opinion et lutter pour la démocratie socialiste. Aujourd'hui, défendre Wei contre la répression qui s'abat sur lui est un test pour nous marxistes; c'est aussi le test pour ceux qui soutiennent l'application en Chine de la démocratie socialiste, un test pour l'ensemble du mouvement ouvrier mondial.

Le peuple chinois doit rejeter complètement l'illusion selon laquelle le PCC peut être amélioré. Il lui faut lutter courageusement en s'appuyant sur ses propres forces pour renverser la dictature d'un seul parti, du PCC, et établir ainsi le pouvoir démocratique des masses laborieuses.

20 octobre 1979

WEI EST INNOCENT ! LIBERATION DE TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES !

LE PEUPLE DOIT AVOIR LES DROITS ELEMENTAIRES DE PAROLE, DE PUBLICATION, DE REUNION ET D'ASSOCIATION !

ABOLITION DE LA DICTATURE D'UN SEUL PARTI ! A BAS LA DICTATURE DES BUREAUCRATES !

POUR LA DEMOCRATIE SOCIALISTE !

ERRATA

WANG XIZHE ET LE PRINCIPE DES TROIS NON

Dans le précédent numéro d'Inprecor, daté du 20 novembre, nous avons mal orthographié le nom du militant contestataire chinois dont nous avons reproduit un interview accordé à la «Voix du peuple» de Canton. Il s'agit de Wang Xizhe et non de Huang Xizhe, comme nous l'avions imprimé. Une note en bas de page, la note n. 2, a par ailleurs été oubliée. Le «Principe des trois non» signifie : «ne pas saisir la natte, ne pas mettre de casquette, ne pas matraquer». Sous le règne des Mandchou, les Chinois étaient obligés de porter une natte que les policiers saisissaient généralement quand ils procédaient à une arrestation. Le «Principe des trois non» a été proclamé par la direction du PCC quand elle a appelé les masses à se mobiliser contre la «Bande des quatre» et fut solennellement réaffirmé dans le communiqué publié par le 3ème Plenum du 11ème Comité central en décembre 1978. Il signifie : ne pas recourir à des arrestations arbitraires contre ceux qui mettent en cause les autorités, ne pas lancer de qualificatifs infamants («mettre une casquette») en lieu et place du débat politique, ne pas «matraquer» les opposants dans la presse du parti et ne pas les «assommer» de mesures administratives. Quant à la photo que nous avons reproduite en page 29, elle représente les quatre membres du groupe «Li Yizhe», auteur du dazibao de 1974 sur la légalité socialiste. Il s'agit, dans l'ordre de gauche à droite, de Wang Xizhe, Li Zhengtian, Chen Yiyang et Guo Hongzhi.

Appel de la «Voix du peuple» pour la légalité socialiste

POUR établir la démocratie socialiste et un système légal, éliminer complètement les séquelles de la dictature fasciste de la «Bande des quatre» et pour que notre pays et notre peuple puissent retrouver la voie de la prospérité, il ne suffit pas de procéder à une réforme complète de l'économie et mettre fin à l'absence de planification, sans tenir compte des conditions objectives et du chaos énorme laissé par la bureaucratie au cours de la dernière période; il est urgent aussi d'avoir des décrets gouvernementaux basés sur un système socialiste légal afin de protéger les droits des personnes pour que notre pays ne connaisse plus les dangers de la précédente dictature fasciste, puisse reprendre la production, le travail, les études et retrouver une vie normale. Ce n'est que lorsque tout ceci sera accompli que notre pays jouira d'une réelle stabilité et d'une solidarité et que la sagesse et les capacités de notre peuple pourront s'employer à mettre en œuvre les quatre modernisations.

Pour répondre aux souhaits du peuple et aux exigences de notre temps, le second Plenum du 5ème Congrès national du Peuple a pris sept décrets-lois qui montrent la détermination de supprimer la pauvreté, l'arriération et l'irrationalité. C'est une grande réforme politique dont tout le peuple s'est réjoui. Si on a le courage de faire face à des conditions d'existence exécrables, on doit avoir aussi le courage de les changer. Mais si les sept décrets-lois doivent entrer en application le 1er janvier de l'année prochaine, si nous avons le désir réel de réformer notre société et notre pays, alors avant même cette date, nous devrions chan-

ger toutes les choses déplorable de la période précédente, avec franchise et sincérité, et en particulier, le gouvernement et les services légaux. C'est seulement de cette manière que le peuple aura réellement confiance dans la politique du gouvernement et dans la loi. Il n'y a pas d'autre manière de faire pour que le peuple reconnaisse que la société est en train de prendre le chemin de la raison.

C'est pourquoi nous en appelons au bureau permanent du Congrès national du peuple, représentant suprême du peuple, aux autorités locales de Beijing (Pékin) et à tous les gens honnêtes dans ce pays.

Etant donné l'arrestation de Fu Yuehua, Ren Wanding (membre de la Ligue des droits de l'homme en Chine, Ndt) et de Wei Jingsheng, par ses Service de sécurité publique de Beijing, alors qu'il n'y a eu aucun procès public jusqu'à présent, ni aucune précision concernant les circonstances ayant motivé leurs arrestations, la seule chose que nous puissions dire est que les autorités utilisent toujours les vieilles méthodes de la «Bande des quatre», emprisonnant les gens sans procès, ce qui équivaut à un emprisonnement à vie. C'est inadmissible.

Si les autorités ont des preuves de la culpabilité de Fu, Ren et Wei, un procès public doit avoir lieu. La forme et la procédure d'un procès public n'auront rien de bizarre pour le peuple, étant donné que la presse et la télévision ont déjà, il y a longtemps, couvert certains procès.

S'ils ont commis des délits politiques, il est alors d'autant plus urgent de leur faire un

procès face au peuple tout entier, pour que les faits soient connus. En outre, cela sera éducatif pour le peuple et permettra à la justice d'être rendue.

Puisque le «Code pénal» a déjà été adopté, les autorités devraient abandonner la procédure déraisonnable du passé et mettre en pratique les articles 44, 48 et 51 afin qu'il soit clairement établi pourquoi les trois doivent être arrêtés, détenus ou relâchés. Et si, par contre, il a déjà été établi qu'ils doivent être détenus, alors les articles 8, 92 et 93 doivent être appliqués afin qu'ils soient jugés dans les délais les plus courts. Pour quelle raison, alors que nous savons, par la presse et la télévision, que d'autres affaires sont réglées selon cette procédure, ces trois ne peuvent-ils pas en bénéficier ?

Si les autorités prétendent que le Code pénal ne peut pas encore être appliqué, nous devons alors leur rappeler qu'il est temps de remettre les choses sur le droit chemin.

Nous exigeons donc, de toutes nos forces, avec les masses qui croient au système légal socialiste et à la démocratie socialiste, que le service de sécurité publique de Beijing corrige immédiatement ses fautes. Fu Yuehua, Ren Wanding et Wei Jingsheng doivent être jugés selon le nouveau code pénal et le peuple doit savoir s'ils sont condamnés ou acquittés.

Nous nous opposons violemment à toute détention sans jugement de prisonniers politiques !

Guangzhou (province de Canton, Ndt), «La Voix du Peuple»

30 août 1979

Enquête sur les conditions de l'arrestation de Ku Yuehua

par l'équipe conjointe de journalistes des revues indépendantes de Beijing (Pékin).

L'entretien a eu lieu au sous-commissariat de police de Kwong On Mun, le 8 février 1979, de 11h25 à 11h50. C'est le chef du sous-commissariat qui a répondu à nos questions.



● Est-ce que Fu Yuehua a été emmenée par les hommes de votre commissariat ?

Oui. Les autorités locales voulaient faire une enquête. C'était un ordre des autorités locales et des hommes des autorités locales sont venus avec nous.

Pouvez-vous nous dire quel est le problème concernant cette personne ?

Ici, nous ne connaissons pas clairement le sujet. Le commissariat n'a pas les idées claires à ce sujet. Etant donné que toute cette affaire n'est pas claire pour nous, nous ne pouvons donner aucune réponse hâtive. La raison en est que rien n'est clair et que le commissariat n'a en réalité aucune compétence pour répondre.

● Quel fut le motif de l'arrestation ?

Cela non plus n'est pas clair. Pour autant que nous sachions, les autorités locales voulaient faire une enquête et leurs hommes sont venus. C'est ainsi que le sous-commissariat les a emmenés à l'endroit.

● Que disait le mandat d'arrêt ? Avez-vous énoncé les motifs d'inculpation au moment de l'arrestation ?

Nous ne savons rien de clair à ce sujet.

● Nous voulons juste savoir comment Fu Yuehua a été arrêtée...

Vous vous êtes présentés comme des journalistes de revues non-officielles, agissant sous les ordres d'en haut. Mais je ne suis pas convaincu. Si vous venez nous voir, dans un Service de sécurité publique, alors vous devez avoir des cartes de journalistes ou des lettres d'introduction. Mais puisque vous appartenez à des groupes auto-organisés et que vous venez dans un Service de sécurité publique, j'ai bien peur de ne pouvoir vous répondre. Pour ce qui concerne les points que vous venez de soulever, je peux en parler un peu. Si vous venez en tant que gens ordinaires, je vous accueillerai avec plaisir. Mais si vous venez en tant que journalistes, sans carte de presse ou

lettre d'introduction, et alors que nous ne connaissons même pas l'existence de ces revues...

Cette femme, Fu Yue-hua, a troublé l'ordre et la paix publics. Le Service de sécurité publique peut enquêter sur elle dans un centre de soins. Lorsque le moment sera venu, il y aura une déclaration publique, ou une déclaration sera faite à ceux qui sont concernés, au moment voulu. Je pense que vous devriez faire confiance au gouvernement du Peuple, que vous devriez être sûrs que le Service de sécurité publique donnera toute son attention à l'affaire. Voulez-vous bien alors cesser d'intervenir dans cette affaire ?

● Est-ce que Fu Yuehua a été arrêtée ?

Elle n'a pas été arrêtée. Il s'agit seulement d'une enquête à son sujet, juste une enquête dans un centre de soins.

● La raison pour laquelle elle a été placée dans centre de soins est qu'elle «a troublé l'ordre et la paix publics» ? Pouvez-vous être un peu plus précis ?

Nous sommes en train de faire l'enquête. Si besoin en est, au cours de l'enquête, nous ferons un communiqué aux personnes concernées. Mais pour l'instant, il n'y a pas besoins d'en parler.

● Est-ce qu'il n'y a rien à dire à ce sujet aujourd'hui ? Mais le cas de Fu ne peut être qualifié que «d'enquête en détention», puisque Fu a son domicile à Beijing. Elle n'est pas un vagabond venu d'ailleurs. Alors pourquoi la mettre dans un «centre de soins» ? Particulièrement, si elle a été enlevée de chez elle pour être «soignée» ? Et est-ce qu'il y a eu une procédure d'arrestation ?

Il y a eu des procédures internes, bien sûr.

● Est-ce que cette procédure a été menée selon l'esprit de la Constitution ?

Sur ce point, il n'y a aucune raison d'en douter. Une telle arrestation ne peut être le fait de ma décision personnelle ! Nous avons une direction (supérieure - Ndt).

● Dans ce cas, c'est donc le commissariat de Suen Wu qui s'est occupé d'elle.

Oui, c'est nous (qui avons opéré le transfert, Ndt). Nous ferons la lumière sur ce cas au moment voulu. Je pense que cette affirmation-ci est mûrement réfléchie.

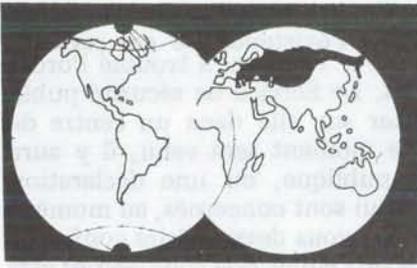
● Pouvez-vous nous dire ce que signifie «au moment voulu» ?

Non, je ne peux pas. Au moment opportun, lorsque ce sera nécessaire. Si vous venez en tant qu'organisation, je ne peux pas vous répondre. Nous ne pouvons parler que dans certaines limites. Veuillez vous souvenir que vous ne pouvez pas continuer à poser des questions.

● Dans le code pénal, y a-t-il un article qui concerne la mise en centre de soin pour enquête ?

Ku Yuehua est placée pour enquête dans un centre de soin. Nous, le service de sécurité public, avons le pouvoir d'agir ainsi. Vous devriez comprendre qu'il ne s'agit pas là d'une décision personnelle. La mise en détention de Fu Yuehua est légale.

Revue Jansuo, mars 1979



Interview de Rudolph Bahro :

«Il faut conquérir une hégémonie idéologique dans le camp socialiste»

EMPRISONNÉ en mai 1977, condamné à huit ans de prison pour «espionnage» en juin 1978, Rudolf Bahro est libre.

L'auteur de «L'Alternative» a tenu le 16 novembre à Paris, au siège de son éditeur une conférence de presse.

Nous publions l'entretien que Rudolf Bahro a eu avec Günter Minnerup, militant allemand de la IV^e Internationale. Rudolf Bahro y aborde les questions de la révolution politique, du pluripartisme, de l'opposition dans les pays du «socialisme réellement existant», ainsi que les stratégies du changement révolutionnaire en Europe capitaliste.

● Tous les critiques marxistes qui ont lu ton livre ont mis l'accent sur le début où, d'une critique partielle telle celle de l'absence de droits démocratiques, tu as pris comme point de départ ce que l'on pourrait appeler les «valeurs fondamentales du communisme» : qu'entendait Marx par communisme ? Qu'est-ce que le socialisme que nous voulons ? Car il faut bien le dire, et tu le fais, le «socialisme réel» de l'Europe de l'est n'a rien à voir avec lui. Malgré l'hommage que l'on peut rendre à cette introduction, il y a toutefois dans ton ouvrage une contradiction qui a été soulevée et qui concerne ta conception des perspectives révolutionnaires en Europe de l'est. D'un côté, dans ton rapport sur la bureaucratie au pouvoir, tu expliques qu'une transformation des partis est impossible et qu'ils se dressent quasi unanimement contre la société, constituant ainsi un obstacle au socialisme; d'un autre côté, tu réduis souvent la bureaucratie à la direction du parti, au Bureau politique, et tu parles (comme tu l'as fait juste après ta libération) de sympathisants avec tes idées dans la hiérarchie du parti. Bahro compte-t-il aujourd'hui sur des forces réformatrices au sein de la direction de l'appareil ou compte-t-il sur une rupture radicale avec l'appareil ?

— Je voudrais tout d'abord indiquer où se trouve dans mon livre le point qui permet de résoudre les contradictions que tu as soulignées. Dans le chapitre 11, j'ai montré que, chez un même individu, s'affrontaient d'une part les intérêts d'appareil et d'autre part les aspirations au changement. De ce point de vue, si je place les intérêts d'appareil au-dessus des individus qui

servent cet appareil, alors la cause est sans espoir en Europe de l'Est. Mais si aujourd'hui la prédominance des intérêts d'appareil n'est plus maintenue que sur un plan politique ou militaire, alors que sur le plan idéologique, les positions d'appareil sont déjà perdantes, le problème des perspectives ou de l'absence de perspectives devient celui de la situation révolutionnaire (généralement parlant et sans penser à des formes particulières de révolution).

Lorsque l'heure sonne, comme ce fut le cas à Prague en 1968, lorsqu'à un moment donné, il est possible de neutraliser l'appareil militaire et la sécurité, d'autres possibilités s'ouvrent.

Dans une telle situation, en effet, les aspirations à une transformation, que l'on doit naturellement considérer comme politiques, comme formant un programme d'action, ces aspirations apparaissent jusque dans les rangs les plus élevés de l'appareil (d'après mes estimations, cela ne concerne pas une part négligeable d'individus, même si ceux-ci sont atomisés).

Mais comme tout cela dépend de conjonctures qui peuvent exister ou non, j'ai pris consciemment, dans ma démonstration, le risque de cette ambivalence et j'ai dit qu'une évolution dans le sens du Printemps de Prague était en germe dans la structure sociale et déjà en cours dans la superstructure politique. Je pense qu'en ce qui vous concerne, vous qui avez lu mon li-

vre, je n'ai rien dit de nouveau au *Spiegel* en affirmant que je continuais à croire très fermement à une telle évolution.

● On pourrait dire que le Printemps de Prague a prouvé que certaines impulsions pouvaient provenir de la direction du Parti ou résulter de divergences au sein de l'appareil. Mais cette expérience a aussi montré les limites d'un tel processus. Si l'on prend d'autres exemples (la Hongrie, la Pologne en 1956, bien que cela se soit déroulé autrement) dans lesquels les luttes de fractions internes aux directions du Parti jouaient un rôle, on a tout de même constaté que, lorsque le processus arrivait à maturité beaucoup de gens se tournaient vers un affrontement révolutionnaire classique dans la rue et très peu vers une possible évolution du parti.

On peut aussi penser qu'une référence trop étroite au Printemps de Prague, dont on n'a pas tiré toutes les conséquences, ne permet pas de dire ce qui va se passer.

— En ce qui concerne le Printemps de Prague, il semble que tu veuille m'attribuer ce que je n'ai pas dit. Il est évident que la direction du Parti a joué un rôle décisif dans le dénouement : il y a eu, fin décembre 67, au Bureau politique, une majorité pour le changement. Ceci était la conséquence d'un long processus de préparation idéologique parti de la base, des membres du Parti ayant réfléchi (cette base, sans aucun doute, était dans ce cas active) pour remonter jusqu'à la direction. Ce processus idéologique, qui a été bien sûr stoppé très vite par l'invasion de 68 est si profondément ancré dans les besoins de la société socialiste réelle qu'il n'a pas fallu longtemps avant que... Enfin la RDA passait pourtant depuis toujours pour le pays le plus arriéré de ce point de vue. Et que voit-on aujourd'hui ? Il est évident qu'avec l'invasion de 68, nous (au sens très étroit du mot) avons perdu du terrain. Nous constatons aussi avec la Charte 77 un phénomène d'extension du potentiel idéologique d'opposition vers la droite, une sorte de glissement à droite des orientations pour le changement..

Ceci dit, sans porter un jugement de valeur, mais pour rester dans les catégories traditionnelles.

● Au sens où la Charte ne se réclame que des droits démocratiques et regroupe plusieurs forces ? Tu veux dire qu'elle n'a pas à son programme le renouveau du socialisme, que ce n'est pas son but ?

— Oui, et cela montre bien sûr qu'il n'y a plus tant de gens qui croient qu'un renouveau du socialisme soit possible. Tel est le principal effet contre-révolutionnaire de l'intervention en Tchécoslovaquie.

● N'est-ce pas pourtant, d'un certain point de vue, inévitable ? Ne doit-on pas compter même en RDA sur une étape identique à celle que

constitue la Charte, afin de se frayer un chemin et de permettre à la question des droits démocratiques d'acquiescer une certaine dynamique propre ?

— Je crois qu'en RDA, le marxisme est encore plus solidement établi. Je ne pense pas qu'il y ait un seul autre pays dans le camp socialiste où le marxisme soit si fermement ancré. Tout ce qui constitue là-bas l'intelligentsia du Parti - et au-delà chez des gens qui ne sont pas membres du Parti - pense marxiste.

● Mais en dehors des intellectuels, qu'en est-il ? On entend beaucoup parler en ce moment d'une dépolitisation des masses en RDA, d'un repli sur le privé.

— Oui, tout ce qui n'est pas l'intelligentsia, au sens théorique, en vérité au vieux sens du mot, a tendance à vouloir « restaurer » - ce n'est peut-être pas l'expression adéquate. En ce qui concerne les masses, la RDA est livrée sans espoir au modèle social de la RFA.

● C'est une impression prédominante ici...

— Elle est très juste.

● Cela ne pose-t-il pas un problème important sur le lien qu'il pourrait y avoir entre tes idées, celles d'autres oppositionnels et les intérêts spontanés des masses ? S'il se produisait aujourd'hui un soulèvement en RDA, tes idées et celles d'autres camarades gagneraient-elles sans problème l'hégémonie politique ? N'est-il pas plutôt vraisemblable qu'à l'image de ce qui se passe en URSS et dans d'autres pays, l'étape démocratique connaîtra son propre développement, car les masses ont d'abord envie de retrouver la liberté de circuler avant de réfléchir à ce que tu as développé dans ton livre ?

— C'est pourtant à la RDA que j'ai consacré mon discours télévisé. Mes premières paroles ont été pour les amis et les camarades de RDA. Comme je suis toujours allemand, j'ai adressé ma critique à la RDA qui connaît le problème de stabilité idéologique le plus grave. Si je suis parti aujourd'hui, cela n'est pas lié, en dernier ressort, à l'appréciation que je fais que nous ne devrions pas en RDA passer de l'action idéologique à l'action politique (je précise que je ne parle que pour ce pays), que nous ne devrions pas commencer là-bas à poser aussi au reste du camp socialiste réel les questions politiques à la manière dont la Tchécoslovaquie se les est posées. On peut craindre en effet que la RDA ne subisse encore plus que la Tchécoslovaquie, cimentée par le nationalisme, la pression de là-bas, même si on avait mieux appris la leçon qu'eux, sur le plan tactique.

● Que signifie donc attendre, si l'on doit différer l'action politique directe. Attendre quoi ?

—Je leur ai dit : Continuez à lire mon livre, sans trop de prudence, continuez à réfléchir et, dans les groupes, lorsque vous discutez, construisez le cours de l'histoire. En bref, j'ai de nouveau axé mon discours sur la préparation idéologique, sur les moyens de la faire passer : en obligeant l'appareil du Parti à avoir une discussion idéologique. Le Parti a en effet une si grande autorité sur les cercles influents que l'on peut imaginer qu'une ouverture au débat se produise. Bien sûr, cela viendrait d'une direction intelligente - et de gens qui peuvent courir le risque de mener un débat théorique. Il serait possible d'envisager cette ouverture comme un processus contrôlé.

Si je parle de processus contrôlé, c'est au vu de circonstances historiques concrètes et, à la vérité, au sens où l'on ne peut supprimer en une nuit à un toxicomane la drogue à laquelle il est habitué. Nous ne pouvons pas nous permettre - et c'est là que réside mon argument principal - de mettre en jeu la stabilité de la RDA en tant qu'Etat. Pour faire référence à ce que nous avons dit plus haut, le danger est très grand de voir la RDA éclater si nous prenons le risque d'engager une confrontation politique dans le pays. En effet, spontanément, les masses se tournent vers le modèle de vie bourgeois. Et la conséquence pourrait bien être qu'en Europe, même un changement tectonique dans les rapports de forces menace du même coup la détente. Selon moi, il faudrait s'orienter vers la conquête d'une hégémonie idéologique dans tout le camp socialiste.

Elle passerait par Moscou et, de là, en suivant l'exemple tchèque, il faudrait tendre à enclencher un processus de transformation. Si, dans ces pays, on en arrivait naturellement à une confrontation, nous ne pourrions pas dire : nous n'y pouvons rien, nous ne l'avons pas voulu. Nous ne pouvons pas être un frein à l'histoire.

● Ne peut-on pas envisager que cela se déroule exactement à l'inverse, que justement des développements à la périphérie accélèrent le mouvement à Moscou ?

—J'en arrive justement là, toujours en ce qui concerne l'action politique. Politiquement, cela ne peut venir que de Moscou. Ce qui n'exclut pas que, s'il se passe quelque chose, nous devions naturellement nous conduire en révolutionnaires. Mais cela ne sert à rien de pousser à l'action politique en RDA, de manière artificielle. Cela ne mène à rien, ne peut que nous retomber sur la tête. De plus, il est un argument que je place au-dessus de tous les autres : «Nous devons garder la RDA». Nous sommes sous la menace d'un 13 août et, bien que le problème des réfugiés ne soit plus aussi crucial, il n'en est pas moins une réalité. C'est ainsi que se pose le problème du rapport de force en Allemagne.

Alors ta question tombe bien : il est évident que, dans le domaine idéologique, la périphérie est prépondérante. Par rapport à Moscou. Ils la perdront s'ils ne surmontent pas ce problème et, dans cette mesure, la dialectique de la périphé-

rie... Simplement, nous n'avons pas le droit de jouer avec le subjectivisme révolutionnaire et le volontarisme en RDA.

● Ta conception du processus contrôlé me ramène à un autre point. N'y a-t-il pas, dans ton alternative, avec cette persistance à accréditer le système d'un parti unique, avec l'absence de référence concrète à la tradition des conseils ouvriers et l'affirmation que la classe ouvrière n'est pas capable de s'ériger en classe dirigeante, n'y a-t-il pas dans ta conception une bonne dose de paternalisme, une vision paternaliste des rapports entre la nouvelle direction et les masses, qui s'oppose à tes propres revendications ?

—Je crois que mon approche est tout bonnement réaliste. Il faut bien faire la différence entre la représentation idéale et la tendance paternaliste qui existe dans la réalité et qui est le corollaire inévitable de la subalternité. Et tant que cette subalternité existera, il sera impossible de se faire une représentation de ce qui doit être et de la concevoir pour être mise immédiatement en pratique, de la faire passer dans les faits.

● Mais qui donc décidera de ce qu'il est possible ou non d'appliquer ?

—Cela ne peut se faire qu'à partir d'une pratique effective.

● Dans quelles structures ? Par qui ?

—Nous aurions dû apprendre, à travers toute l'histoire de notre mouvement, que l'on ne peut traduire immédiatement un quelconque principe en conception tactique. Je me suis dit un jour que plusieurs partis ne feraient que refléter, en dernière analyse, les différenciations de classe...

● Pour être brutal, je dirais que je considère cette idée comme un vieux démon stalinien. Il existe dans l'histoire du mouvement ouvrier une foule d'exemples qui montrent que des divergences d'idées politiques au sein de la seule et unique classe ouvrière se cristallisent en différents partis.

—Je me suis attaqué à cela en toute connaissance de cause. J'ai dit que réellement, seules les différences de classe justifiaient des partis différents et que ce qui se reflète dans le spectre des organisations politiques, ce sont des divergences qui reposent sur une base non moins principielle que celle des intérêts contradictoires selon les classes sociales (et naturellement, ils existent dans une société aussi complexe que celle de l'Europe de l'est). Ainsi le pluralisme ne devrait s'exprimer qu'à l'intérieur d'un parti communiste.

● Pourquoi ? Je ne pense pas du tout que posséder une structure démocratique de soviets soit contradictoire avec ton modèle, une structure dans laquelle des courants différents ou

des partis - peut-être n'est-ce qu'une question de sémantique - puissent régler leurs divergences ?

—A partir de mon affirmation, que je tiens de l'expérience des masses - je ne parle pas de modèles théoriques bien établis - je me suis laissé dire que le besoin d'une organisation rassemblant toute la société est en quelque sorte nécessairement reliée à un processus d'information idéologique convergent, qui précisément doit être pluraliste. Mais il faut en conclure - nous ne pouvons pas utiliser suffisamment les avantages qu'un tel système pourrait présenter, si comme dans le parlementarisme bourgeois, la décision prise était valable pour plusieurs années, et, s'il faut alors chercher à équilibrer des conceptions différentes, nous devons conclure que personne ne peut gouverner. Là, tu vas m'objecter que nous ne voulons pas régner, mais seulement gérer...

●Non, gouverner aussi; je crois que nous sommes d'accord là-dessus en ce qui concerne la phase de transition...

—Bien, bien, nous, oui; il y a des gens qui... Enfin, bref, ce processus doit être dirigé.

●Mais le centre de décision, pourquoi doit-il se trouver dans le parti, comme tu sembles le dire ?

—Non, non. Je n'ai pas dit cela. C'est dans le parti que le processus idéologique culminera, en dialogue avec la société toute entière.

●Un dialogue sous quelle forme ?

—Minute, le débat sera mené dans toute la société, mais un programme convergent sera fourni à l'appareil d'Etat.

●Par qui le débat sera-t-il mené ? Voilà la question-clé. C'est précisément ce que je voulais dire en parlant du centre de décisions qui serait dans le parti; cela revient à donner à ce dernier le monopole du choix.

—En bref, le processus de connaissance, la prédominance des aspirations au changement, le lien entre les possibilités abstraites et tout ce qui est nécessaire pour réellement décider sur le plan social - telle est la substance historique que nous devons d'abord élaborer. Toutefois, en voyant les masses qui vivent sans penser, qui, à cause de leur travail ne peuvent pas penser, en voyant comment en RDA, par exemple, elles réagissent, il ne sera plus possible de dire : voici le parti et voilà les masses. On ne peut passer par-dessus cela d'un bond. Mais ce que j'entends par parti en opposition aux masses, ce n'est pas l'appareil, mais le parti comme processus idéologique, c'est le parti - car cela demeure et tu peux le critiquer - dans le rôle qu'il voulait jouer à l'origine et pour lequel j'ai montré pourquoi cela n'avait pas marché. Un parti avec au moins un rôle d'éducation; cela serait un formidable progrès.

●Il y a une lacune dans tes écrits, qui est la question nationale en Allemagne. Tu l'as abordée en parlant de l'instabilité idéologique particulière de la RDA, du pôle d'attraction que constitue pour les larges masses de RDA l'Allemagne capitaliste ? Que penses-tu de la question nationale ?

PROCHAINEMENT :

Critique communiste



au sommaire :

- Révolution au Nicaragua: sur le mot d'ordre d'Assemblée constituante
- Un dossier sur l'informatique.
- Un débat: « Croissance économique et luttes de classes », par Ernest Mandel.

Editions la Brèche, 10, impasse Guéméné, 75004 Paris. Tél.: 271 02 82

revue théorique
de la Ligue
communiste
révolutionnaire



— Pour le moment, on peut dire que la conjoncture bloque dans une large mesure le progrès social dans les deux Etats allemands. Mon point de départ est le suivant : étant donné la réalité qui veut que nous soyons à la frontière des deux blocs et, là où s'affrontent les deux systèmes mondiaux, je considère que la question nationale est bloquée sur le plan pratique. Elle est différée et ne peut pas, aujourd'hui, se poser sur le plan pratique et politique. Cela ne veut pas dire, bien entendu, qu'elle soit définitivement résolue par l'existence de deux états allemands, sur laquelle, là-bas (en RDA), on se retranche de manière pragmatique et défensive. Pour résoudre la question nationale, je vois plutôt une politique pragmatique, une dialectique progressive qui se mette en place en faveur de changements dans les deux Etats. Si un mouvement socialiste parvient à se construire ici à la gauche du SPD, alors l'influence des conceptions alternatives se renforcera en RDA; à l'inverse, s'il se déroulait une évolution positive en RDA, cela faciliterait notre percée ici.

● D'accord avec le « compromis historique », tu as dit que l'on ne pouvait plus aujourd'hui détruire l'Etat, car il était un agent objectivement nécessaire à la reproduction sociale et parce que sa destruction conduirait à l'apparition de brèches trop menaçantes. Si l'on accepte comme divergence caractéristique traditionnelle entre les réformistes et les révolutionnaires leur attitude vis-à-vis de l'Etat, je te poserai la question suivante en guise de provocation : te considères-tu réformiste ou révolutionnaire ? Ou bien penses-tu que cette différenciation ne soit plus tellement juste ?

— Je crois qu'en ce qui concerne la question de l'Etat, la divergence entre réformisme et révolution n'a plus lieu d'être. Je crois que nous aurons une révolution pacifique et démocratique contre le capital monopoliste, mais que ce processus aura un contenu révolutionnaire sur un point : l'élimination du principe de régulation économique qui existe dans la concurrence inter-monopoliste à l'échelle nationale et internationale et qui mène de toute façon notre civilisation à sa perte.

● Sur quoi se fonde ton optimisme ? Sur le fait qu'il soit possible, malgré toutes les expériences historiques concrètes, de briser la puissance des monopoles par une voie pacifique ? Alors que la bourgeoisie détient à travers eux, à travers l'appareil d'Etat les positions-clés nécessaires à sa domination ?

— Je ne crois pas que ce que nous avons toujours entendu sous le vocable de révolution - ce qui en a toutefois toujours le caractère politique - puisse résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Autrement dit, je pense que le processus révolutionnaire à venir, que nous voulons réaliser, a une toute autre substance. Le processus de la révolution culturelle est, d'après sa nature propre, un processus idéologique. Quand je parle de révolution culturelle, je fais l'analogie avec le christianisme et le rôle qu'il a joué à Rome au temps des empereurs et après. L'essentiel a été qu'il a réuni, par-dessus les barrières de classe traditionnelles, à rassembler et à organiser les gens de toutes les couches de la société.

● N'est-ce pas là une vision quelque peu unilatérale ? La politique ne se résume pas à une question idéologique, une motivation psychologique et un processus; elle comprend aussi la question des forces décisives. N'y a-t-il pas là un réel danger qu'une stratégie fondée sur la prédominance d'un tel consensus idéologique, une coalition comme celle réalisée par le PCI (aussi longtemps que le consensus est possible et si tant est qu'il le soit - n'y a-t-il pas un danger qu'elle se retourne en son contraire et que la propre logique interne du compromis historique ne mène concrètement à une politique contraire à nos intérêts ?

— Le danger qu'un parti qui mène cette politique, comme le PCI, le danger qu'il se fasse dévorer est fondé. Mais on doit prendre le risque. Il peut arriver que, dès le début, on se fasse dévorer. Et cependant, il faut emprunter cette voie. Et ce que je vois avant tout, où peut-être la critique de gauche de l'eurocommunisme se trompe - c'est qu'ils ont raison; mais je dirai clairement une chose : la manière dont ils développent leur politique est opportuniste dans la forme. A savoir qu'elle n'est pas encore fondée de façon décisive, n'est pas encore fondée théoriquement de façon cohérente. On a abordé cette nécessaire révision du marxisme de manière opportuniste et non pas principielle et révolutionnaire. Mais elle est cependant fructueuse. Le PCI accomplira cette tâche. Nous devons réussir à isoler le lobby monopolistique de l'appareil d'Etat, qui a à remplir des tâches touchant la société dans sa totalité. Telle est la stratégie à avoir. Et cela n'est possible que si nous obtenons un consensus majoritaire. Tout ce qui est concerné par le processus de destruction de notre civilisation (enclenché par le mécanisme de régulation monopolistique) doit adhérer au compromis historique et doit être éduqué sur le plan idéologique afin d'assumer le processus de la révolution culturelle. Tel est mon point de vue.



Déclaration du XI^e Congrès mondial,
Ve depuis la réunification, sur

la scission de la Tendance léniniste trotskyste et de la Fraction bolchévique

A la veille du XI^e Congrès mondial de la IVE Internationale (Ve depuis la réunification) la «Fraction bolchévique» et la «Tendance léniniste trotskiste» ont fait scission de la IVE Internationale. Le 17 novembre 1979, le Congrès mondial a adopté la déclaration suivante sur cette scission :

La IVE Internationale a subi une scission qui représente un coup sérieux pour notre mouvement. Etant donnée la montée générale des luttes révolutionnaires à l'échelle mondiale, dans le cadre de la crise combinée de l'impérialisme et des castes bureaucratiques au pouvoir dans les Etats ouvriers déformés ou dégénérés, étant donnée aussi la décision de ce Congrès mondial de mettre en œuvre un tournant radical vers le prolétariat industriel, afin d'approfondir notre orientation prolétarienne, nous sommes convaincus de la capacité de notre mouvement à surmonter rapidement les effets quantitatifs et politiques de la scission. Toutes les mesures nécessaires seront prises par l'Internationale et ses sections pour y parvenir.

La direction de la «Fraction bolchévique» et de la «Tendance léniniste trotskiste» ont publiquement tenté de justifier leur scission en accusant la majorité des forces de la IVE Internationale d'avoir «abandonné le trotskisme» par leur défense de la révolution nicaraguayenne; elles ont expliqué que ce Congrès mondial n'avait pas été préparé démocratiquement. Les

faits disent le contraire.

L'accusation selon laquelle la majorité de la IVE Internationale est en train de liquider le trotskisme par la réponse révolutionnaire qu'elle apporte au développement de la révolution nicaraguayenne, par l'analyse qu'elle fait de l'étape actuelle que traverse cette révolution et par son attitude fraternelle envers les combattants du FSLN qui ont dirigé le renversement de la dictature Somoza soutenue par l'impérialisme, est absurde. Toute autre attitude ne conduirait qu'à l'abstentionnisme sectaire en face d'une révolution en marche.

Le Congrès mondial a été préparé de façon totalement démocratique. La FB et la TLT ont eu tous les droits pour présenter leurs points de vue dans la discussion écrite et parmi les sections, selon les normes que la FB et la TLT avaient elles-mêmes acceptées. Le démenti à leur argumentation est apporté par le fait qu'aussi bien la FB que la TLT ont scissionné juste avant le Congrès mondial, se refusant par là à présenter leurs arguments devant les délégués réunis en provenance de plus de 40 pays et qui représentaient l'organisme le plus élevé de la IVE Internationale. Ce faisant

la FB et la TLT révélaient le mépris dans lequel elles tenaient la majorité des cadres de notre mouvement et leur refus des discussions et des décisions démocratiques.

La FB et la TLT avaient tous les droits pour présenter leurs points de vue sur le Nicaragua et sur tout autre point à l'ordre du jour de ce Congrès. Un secteur de la TLT qui a refusé le cours scissionniste a pu user de ces mêmes droits. Les directions de la FB et de la TLT ont présenté l'excuse, très faible, qu'il n'y avait pas eu assez de temps pour commencer la discussion sur le Nicaragua à ce congrès mondial, celui-ci se tenant quatre mois après la chute de Somoza.

Contrairement à ce qu'ils affirment, une organisation révolutionnaire comme la IVE Internationale a le devoir d'agir rapidement devant des événements aussi importants que la révolution nicaraguayenne. Cette discussion dont, et la FB, et la TLT ont décidé de se couper unilatéralement, se poursuivra au sein de la IVE Internationale à mesure que la révolution se développera, mais dans le cadre d'une campagne internationale massive de solidarité, face à

l'hostilité de l'impérialisme contre la révolution nicaraguayenne.

Le droit de la FB et de la TLT de présenter leurs points de vue dans l'Internationale n'a pas et n'est pas remis en cause. Leur scission n'était pas justifiée politiquement et constitue donc une scission sans principe.

Les origines de la scission sont antérieures à la révolution nicaraguayenne. Depuis plusieurs années, la FB a fonctionné de plus en plus comme une fraction publique, sans égards pour les décisions ou les normes de la IVe Internationale, organisant des scissions dans un pays après l'autre, créant ses propres appareils et systèmes de finances en concurrence avec ceux de l'Internationale, transférant ses militants de pays en pays sans respecter les intérêts des sections concernées et sans contrôle ou consultation des organismes réguliers de l'Internationale. Avant que ne se produisent les événements au Nicaragua, les dirigeants de la FB avaient été avertis que ce congrès mondial adopterait les mesures nécessaires pour freiner cette opération fractionnelle publique. Cette méthode de fonctionnement fractionnel atteignit son point culminant et le plus criminel dans les opérations de la Brigade Simon Bolivar au Nicaragua.

Dès le début, la FB a conçu l'affaire de la Brigade comme une opération fractionnelle et non du point de vue des nécessités de la révolution nicaraguayenne. La Brigade Simon Bolivar a été mise sur pied dans le dos de la direction élue de la IVe Internationale, avec le projet explicite de modifier le rapport de forces au sein de la IVe Internationale et permettre à la FB d'en prendre la direction.

La Brigade se prétendit une unité militaire du FSLN et collecta frauduleusement de l'argent en utilisant le nom du FSLN. De façon délibérée, elle trompa des organisations syndicales et des groupes de travailleurs du Nicaragua qui pensaient que la brigade représentait le FSLN. Ce comportement absolument sans principe dans le cours même d'une révolution en marche indiquait le fait que la FB mettait en œuvre à l'ex-

térieur de la IVe Internationale les méthodes fractionnelles et sectaires qu'elle avait utilisées à l'intérieur. Désormais, elle utilisait ces méthodes envers l'ensemble du mouvement ouvrier latino-américain et la révolution nicaraguayenne.

L'action de la Brigade Simon Bolivar fut un crime contre la révolution nicaraguayenne et la IVe Internationale.

Lors de la première réunion qu'il tint après la chute de Somoza, le Secrétariat unifié de la IVe Internationale rappela à l'ordre la Fraction bolchévique à propos de la Brigade Simon Bolivar. Le SU prévint la FB qu'elle devait cesser d'agir comme une fraction publique en Amérique centrale. Parce qu'ils savaient que ce Congrès mondial demanderait à la Fraction bolchévique de mettre fin à ses violations des statuts et des normes de la IVe Internationale et leur demanderait de mettre un terme à leur fonctionnement en fraction publique, les dirigeants de la FB décidèrent de scissionner.

L'aventure criminelle de la Brigade Simon Bolivar était vouée à l'échec et s'acheva en désastre. A ce moment, la direction de la Fraction bolchévique changea sa ligne publique : elle avait tenté de se couvrir du prestige du FSLN, elle attaquait désormais publiquement le FSLN, en le désignant comme un instrument de consolidation de l'Etat bourgeois au Nicaragua. Cela préparait l'étape pour la constitution du bloc avec la TLT et le Comité pour la reconstruction de la Quatrième Internationale (CORQI).

La TLT et le CORQI réagirent de façon sectaire devant la révolution nicaraguayenne. Il y a un parallèle avec ce qui se produisit lors des révolutions algérienne et cubaine. Dans ces deux cas, la majorité des forces trotskistes à l'échelle mondiale montrèrent leur capacité à avoir des rapports corrects avec des révolutions en marche et avec les combattants révolutionnaires qui s'étaient mis sur le devant de la scène au cours même du processus révolutionnaire. Dans le même temps, elles défendirent et appliquèrent le pro-

gramme trotskiste dans ces révolutions. Mais, dans les deux cas, des tendances sectaires apparurent au sein du mouvement trotskiste qui tournèrent le dos à ces révolutions en marche. Ce n'est que tout récemment, par exemple, 20 ans après l'événement, que des dirigeants du CORQI viennent de se rendre compte qu'un Etat ouvrier avait été établi à Cuba. Partant du fait que ces révolutions avaient été dirigées par des révolutionnaires qui ne reprenaient pas la totalité du programme léniniste, ces sectaires en déduirent que la position correcte consistait à dénoncer ces révolutionnaires comme des traîtres. Ils n'accordèrent pas d'importance à ce que les Cubains et les Algériens étaient en train de faire concrètement dans le cadre de la mobilisation et de l'organisation des masses, ni à l'ampleur des mesures anti-impérialistes et anti-capitalistes qui avaient été adoptées.

Une telle position sectaire peut conduire à des conséquences désastreuses, discréditant profondément le trotskisme aux yeux des masses engagées dans le processus révolutionnaire. Jusqu'à un certain point, c'est ce qui s'est passé au Nicaragua. En plus des positions prises par la FB, les positions de l'OST costaricaine (Organisation socialiste des travailleurs), dont les dirigeants appartiennent à la TLT et celles de la Ligue marxiste révolutionnaire au Nicaragua en fournissent l'exemple. Le journal de l'OST, par exemple, présente les mesures monétaires prises par le gouvernement nicaraguayen comme des mesures contre la classe ouvrière. Sur le même thème et celui de la répression au Nicaragua, le CORQI la FB et la TLT ont organisé en commun un meeting à Paris, le 13 novembre. La LMR a essayé de donner l'impression fautive que le Nicaragua aujourd'hui est un point chaud de la répression contre la classe ouvrière. Ces forces ont refusé d'organiser une campagne internationale anti-impérialiste de solidarité et d'aide au Nicaragua sous le prétexte qu'avec cette campagne nous ne ferions qu'aider un gouvernement «bourgeois», le gouvernement nica-



raguayen. Mais organiser des meetings comme celui du 13 novembre ne peut qu'aider et conforter la campagne internationale de l'impérialisme et de la réaction capitaliste contre la révolution nicaraguayenne en présentant ceux qui ont renversé la tyrannie sanglante soutenue par l'impérialisme pendant 45 ans comme des tyrans eux-mêmes.

Quelque critique que fassent les révolutionnaires, y compris sur la violation de la démocratie ouvrière, cette critique doit se situer dans un autre cadre, celui de la solidarité inconditionnelle avec la révolution, de la défense de cette révolution contre l'impérialisme qui va tenter de la bloquer de façon sanglante, à mesure qu'elle avance, et d'une attitude fraternelle envers les révolutionnaires nicaraguayens.

Sous l'impact de la révolution nicaraguayenne, le CORQI a renversé son cours de réunification de la IVe Internationale. Il y a quelques années, le CORQI, qui représente des forces qui avaient refusé de se joindre à la réunification de la IVe Internationale en 1963, s'est rapproché de la IVe Internationale pour tenter d'entamer une discussion. Récemment, le CORQI avait reconnu que la IVe Internationale et ses sections étaient des organisations révolutionnaires et était d'accord pour discuter avec nous sur la base des documents préparatoires pour ce congrès mondial.

L'objectif était de tester les possibilités d'une fusion avec la IVe Internationale. Lorsqu'apparurent des divergences sur le Nicaragua au sein de la IVe Internationale et qu'apparut la convergence temporaire entre les positions de la FB, de la TLT et du CORQI, une majorité au sein de ce dernier réagit selon ses vieux réflexes sectaires. Ils exclurent de facto des discussions de leur conférence internationale une délégation du Secrétariat unifié de la IVe Internationale qu'ils avaient auparavant invitée à assister à cette conférence. Plus, ils décidèrent d'inviter à cette conférence la TLT et la FB; c'est-à-dire qu'ils décidèrent d'appuyer leur rupture publique avec la IVe Internationale.

De nouveau, les publications du CORQI commencèrent à attaquer la IVe Internationale, ses sections et organisations sympathisantes, et cela se marqua par une attaque particulièrement calomniatrice contre le *Socialist Workers Party (SWP)* des Etats-Unis. Ils présentèrent ce dernier comme une organisation «révisionniste» qui a trahi la cause du marxisme-révolutionnaire.

Ce retournement du CORQI, en ce qui concerne la réunification, est lié à une politique à courte vue qui recherche de prétendus avantages fractionnels temporaires. Pour ce faire, ils ont tourné le dos à la nécessité objective de poursuivre un cours en vue d'explorer les pos-

sibilités pour une unification de principe avec la IVe Internationale, qui représenterait une contribution majeure à la solution de la crise de direction révolutionnaire pour les batailles de classes à venir dans nombre de pays-clés. Le caractère irresponsable et sans principe de cette décision en est souligné par l'analyse même que fait le CORQI de la situation mondiale et de la nécessité de surmonter la crise de direction prolétarienne.

Le CORQI, la TLT et la FB ont publié un appel à la constitution «d'un comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IVe Internationale». Il s'agit d'une opération visant à approfondir la scission et à attaquer la IVe Internationale. Son contenu en est la liquidation de la IVe Internationale et du trotskisme mondial, en tant qu'organisation. Ils ont appelé à une «Conférence ouverte» de tous ceux qui cherchent à détruire la IVe Internationale. Cette «Conférence ouverte» ne sera rien d'autre qu'un club de discussion dont l'unique base d'accord sera l'opposition à la construction de la IVe Internationale comme parti mondial.

Il est clair que le CORQI, la TLT et la FB ne sont pas d'accord sur les questions-clés de la lutte de classes aujourd'hui et qu'ils sont opposés à mettre en pratique les résolutions qui seraient adoptées par une majorité. C'est-à-dire qu'ils sont op-

posés au centralisme démocratique. Leur projet ne les conduit nulle part. De la même manière, le CORQI avait déjà échoué à construire selon ces principes une alternative à la IVE Internationale. Il n'en résultera que la démoralisation et la perte de centaines de cadres de valeur.

Par ces actions, le CORQI, la FB et la TLT ont aujourd'hui tourné le dos à la construction de la IVE Internationale en tant qu'organisation. La nécessité de construire simultanément les partis révolutionnaires de la classe ouvrière à l'échelle nationale et le parti mondial de la révolution socialiste est un élément programmatique fondamental du marxisme. Nous sommes à l'époque de l'impérialisme, une époque de l'internationalisation croissante des forces productives et des luttes de classe, une époque de révolution et de contre-révolution mondiales. Toute tentative, sur quelque base que ce soit, de construire des partis révolutionnaires nationaux sans travailler dans le même temps à la construction d'une internationale

révolutionnaire conduira ses auteurs à de graves erreurs dans le cours de la lutte des classes, non seulement à l'échelle internationale mais encore dans leurs propres pays.

En réaffirmant et en défendant l'intégrité de la Quatrième Internationale comme parti mondial, comme organisation fondée sur le centralisme démocratique tel qu'il s'applique à l'échelle internationale, le XIe Congrès mondial (Ve depuis la réunification) réaffirme et défend l'intégrité programmatique et organisationnelle du marxisme révolutionnaire, du trotskisme.

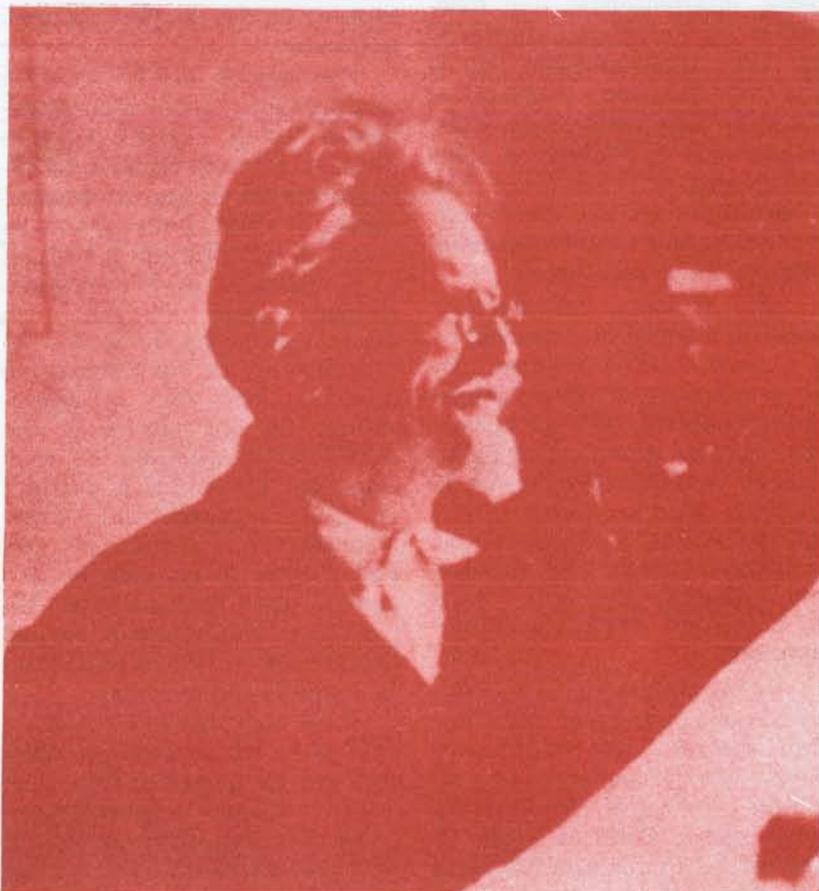
La IVE Internationale appelle le CORQI, la Fraction bolchévique et la Tendance léniniste trotskiste à renverser leurs cours. Le Congrès mondial affirme que le Parti socialiste des travailleurs (PST) d'Argentine - l'organisation la plus nombreuse qui appuie la Fraction bolchévique - devrait devenir la section argentine de la IVE Internationale. Nous maintenons notre ligne générale sur la question des fu-

sions et regroupements de principe. Nous réaffirmons notre conception fondamentale selon laquelle la construction de partis ouvriers révolutionnaires de masse et d'une internationale ouvrière révolutionnaire de masse ne peut être atteinte seulement par le recrutement individuel vers des noyaux existants, que sont la IVE Internationale et ses sections, mais passera nécessairement par des fusions avec des organisations qui existent déjà ou qui apparaîtront dans le cours de la lutte révolutionnaire elle-même. Le Congrès mondial réaffirme sa conviction que la manière avec laquelle la IVE Internationale et ses sections répondront aux ouvertures de processus de fusions sera un test important pour juger de leurs capacités révolutionnaires.

Nous ne renverserons pas le cours qui consiste à rechercher la réunification des forces trotskistes, commencée en 1963, sous l'effet de cette scission actuelle. Nous sommes prêts à discuter avec le courant représenté par Lutte ouvrière, selon les lignes suivies par le SU ces dernières années. En ce qui concerne le CORQI, cela devra être précédé d'une remise en cause de son cours actuel et l'affirmation que la IVE Internationale et toutes ses sections sont des organisations trotskistes, que le rôle de telles discussions est l'unification avec la IVE et ses sections, dans sa totalité. Dans la pratique, il devra agir en conformité avec ce qui précède.

Indépendamment de tout préalable, nous prendrons toute initiative qui permette de nous rapprocher de ce but, tout en défendant l'intégrité de notre organisation et de ses frontières organisationnelles présentes. Nous conseillons aux sections nationales de faire de même.

La IVE Internationale ne bougera pas d'un pouce de sa position de principe selon laquelle toute discussion de ce type ne peut avoir comme but que le renforcement de la IVE Internationale comme parti mondial fondé sur le centralisme démocratique.



1879-1979 : LEON TROTSKY

Message de Pierre Frank au Comité

d'organisation pour le «Centenario de Leon Trotsky»

CE texte qui suit est une intervention du camarade Pierre Frank, adressée au colloque de commémoration qui s'est tenu à Mexico pour le Centenaire de la naissance de Léon Trotsky.

Pierre Frank, exclu du PCF en 1929, pour trotskysme, entre à la direction de notre mouvement international.

De 1932 à 1933, Pierre Frank fut le secrétaire de Léon Trotsky.

Chers amis, chers camarades,

Je regrette énormément de ne pouvoir assister aux cérémonies et aux réunions que vous organisez pour le centenaire de la naissance de Léon Trotsky et de pouvoir y participer seulement en adressant le présent message.

Il n'est pas besoin de rappeler à tous ceux qui répondront à votre appel que Léon Trotsky a été un génie comme il n'en naît que trois ou quatre dans un siècle et qu'il a consacré sa vie entière au service de la classe ouvrière et de sa lutte pour le socialisme. Mais il faut rappeler que, parmi les grands révolutionnaires de l'histoire, il a été un des plus, sinon le plus calomnié. Il est vrai que les plus odieuses de ces calomnies, qui ont servi à perpétuer son assassinat, n'ont généralement plus cours. Mais la vérité historique sur sa personne et son œuvre est encore loin d'avoir triomphé. Un exemple suffira à le prouver: les 250 millions de citoyens soviétiques n'ont pas encore la

possibilité de connaître l'histoire vraie des révolutions de 1905 et de 1917 de leurs pays parce que faire connaître la place éminente qu'y a occupée Léon Trotsky serait dangereux pour les successeurs de Staline qui siègent aujourd'hui au Kremlin. C'est pourquoi les cérémonies du 100^e anniversaire, à Mexico et dans de nombreuses villes du monde, ne sont pas de pieuses manifestations à la mémoire d'un grand homme, mais un moment d'une lutte qui se poursuit pour faire triompher la vérité historique et faire progresser la marche de toute l'humanité vers le socialisme.

Dans ce message je voudrais me limiter à souligner, aussi succinctement que possible, la continuité et la progression constante qui ont marqué la pensée et l'action politiques de Léon Trotsky. Il a été au début du siècle le plus jeune membre de la rédaction de *l'Iskra*, il avait à peine plus de 20 ans quand il fut associé aux côtés

de Plekhanov et de Lénine à l'œuvre de pénétration et d'organisation du marxisme auprès du jeune prolétariat russe. C'est au cours de la révolution de 1905 qu'il donna pour la première fois sa mesure toute personnelle, aussi bien sur le plan de l'action que sur celui de la théorie. Il présidera les travaux du premier soviet de l'histoire, le Soviet de Petrograd. La révolution écrasée, s'il conserve ses hésitations dans le domaine de l'organisation du parti par rapport à Lénine - elles ne disparaîtront que quinze ans plus tard, il est en fait seul avec Lénine à tirer des enseignements de la révolution un enrichissement du marxisme. Mais il le fait avec beaucoup plus d'audace que Lénine en ce qui concerne la perspective de la prochaine révolution dans l'Empire des tsars. Il n'a que vingt-sept ans quand il formule la théorie de la révolution permanente selon laquelle la prochaine révolution russe sera une révolution dirigée par le prolétariat, entraînant avec lui la paysannerie, et donnera naissance à un Etat ouvrier qui abolira l'exploitation capitaliste.

Cette perspective se réalise en octobre 1917 et, dans cette révolution, Trotsky se trouvera aux côtés de Lénine, aux postes les plus responsables. Il jouera notamment un rôle essentiel dans la création, pratiquement à partir de zéro, de l'Armée Rouge qu'il mènera à la victoire contre la coalition des armées

blanches et des corps expéditionnaires des puissances capitalistes alliées et ennemies de la première guerre mondiale réunies.

D'autre part, en août 1914, il avait été de la poignée de militants qui ne se laissèrent pas entraîner dans l'abandon de l'internationalisme prolétarien par les partis de la II^e Internationale, il participera au premier regroupement tenu à Zimmerwald en 1915 dont il rédigea l'appel aux travailleurs. En 1919, il participera à la création de l'Internationale communiste. Dans ces années où il était pourtant très occupé par les problèmes spécifiques du jeune Etat ouvrier, il consacra une importante partie de son temps aux travaux de cette Internationale pour aider à la formation de jeunes partis communistes et répondre aux nouveaux problèmes de stratégie et de tactique qui se posaient à eux et au mouvement ouvrier.

Il apparaissait alors au sommet de sa gloire et de sa puissance et ne pouvait s'élever plus haut. Mais l'histoire, en prenant un cours inattendu, allait lui permettre de fournir, dans des conditions exceptionnellement adverses, les manifestations les plus éclatantes de son génie et de son caractère. Environ cinq ans après la victoire d'Octobre 1917, commença un des plus tragiques accidents de l'histoire, la dégénérescence bureaucratique de l'Union soviétique dans laquelle devaient périr lamentablement le Parti bolchevik et l'Internationale communiste. Au début, la majorité du Bureau Politique ne comprit pas le danger qui menaçait. Minoritaires, Lénine et Trotsky se préparaient à le combattre. Mais Lénine mourut et Trotsky resta seul à engager la bataille. Il montra alors que les années de pouvoir n'avaient en rien émoussé ni ses convictions révolutionnaires ni ses capacités d'analyse et d'orientation politique ni sa puissance de combat. Tandis que des hommes comme Zinoviev et Boukharine se faisaient involontairement les marchepied de Staline, Trotsky expliquait les conditions qui favorisaient le développement de la

bureaucratie, définissait les nouvelles tâches résultant de la situation et fut à l'initiative de la planification et l'industrialisation de l'Union soviétique. Il préparait pour une échéance qui devait être plus lointaine qu'il ne le prévoyait la révolution politique antibureaucratique destinée à rétablir la démocratie ouvrière en Union soviétique, condition pour passer du «socialisme réellement existant» avec son goulag qui continue à sévir, au véritable socialisme.

En même temps il menait la lutte contre les conséquences de la politique de la bureaucratie hors des frontières de l'Union soviétique, politique qui allait provoquer de très lourdes défaites des masses. En s'élevant contre la politique d'alliance, en réalité de subordination au Kuomintang de Tchang Kai-Chek, il généralise la théorie de la révolution permanente, l'étendant à la Chine et, par suite, aux pays coloniaux et semi-coloniaux. Il formulait ainsi la plus grande acquisition du marxisme-révolutionnaire depuis Marx en montrant que, dans le 20^{ème} siècle, le socialisme était l'objectif de la lutte, non seulement dans les pays capitalistes économiquement développés, mais aussi de la très grande majorité du genre humain exploitée et opprimée par l'impérialisme. Cette théorie de la révolution permanente deviendra le pivot de la lutte contre le «socialisme dans un seul pays» de la bureaucratie. Il sonnera également l'alarme contre le danger hitlérien montant en Allemagne, appelant - hélas en vain - à l'unité d'action, au front unique des grands partis ouvriers, dénonçant avec une lucidité incomparable la plus grande défaite que la classe ouvrière allait connaître dans son histoire et la nouvelle guerre mondiale qui en résulterait.

Enfin, dans cette période de réaction forcenée, restant fidèle à l'internationalisme prolétarien, il entreprend de créer, face à la décomposition des Internationales ouvrières, malgré les forces très minimes qui étaient rassemblées autour de lui, une nouvelle Internationale, la Quatrième Internationale. Il consacre pendant cinq ans l'es-

sentiel de ses forces jusqu'au dernier jour de son existence à ce travail dont il a dit qu'il était «le plus important» de sa vie, «plus important que 1917, plus important que l'époque de la guerre civile».

Tandis qu'il mène un combat d'idées, avec sa plume, au moyen de livres, de brochures et d'articles, il se heurte non à d'autres idées mais à des calomnies, à des répressions monstrueuses qui frappent dans les «procès de Moscou» tous ceux qui ont dirigé la révolution d'Octobre et qui exterminent ses enfants. Il sait qu'autour de lui Staline prépare son assassinat. Ce dernier sera commis à la fois à l'apogée des crimes de Staline et au moment où le continent européen étant écrasé sous la terreur nazie, Hitler s'apprête à faire la guerre à l'Union soviétique. Pendant tout ce temps Trotsky reste ferme, inébranlable, ne perdant aucune minute, poursuivant son activité sans la moindre défaillance.

Permettez-moi, pour terminer, quelques mots plus personnels. Je voudrais d'abord associer au nom de Trotsky celui de sa compagne Natalia, au chevet de laquelle j'ai été à la fin de sa vie à Paris. Elle aussi a témoigné jusqu'au bout d'une fermeté de caractère sans pareille qui contribua certainement pour beaucoup à celle qu'avait manifestée Trotsky dans les noires années de son exil. Je suis sûr qu'elle aurait voulu que je répète ici ce qu'elle m'a dit, à savoir combien Trotsky et elle étaient reconnaissants à votre ancien Président Lazaro Cardenas pour leur avoir accordé, dans ces années, ce droit d'asile qui leur était partout dénié, surtout par ces riches pays capitalistes qui s'affichaient comme les prétendus champions de la démocratie. Ce qui eut été un simple geste dans les temps euphoriques du capitalisme florissant était devenu un acte de courage, un acte de courage encore très rare aujourd'hui même.

Je suis un des survivants de ces militants peu nombreux qui se joignirent à Léon Trotsky voici plus d'un demi-siècle quand commença son dernier

exil. Certains d'entre eux ainsi que d'autres qui nous avaient rejoints entre temps ont péri dans le combat. D'autres ont abandonné une lutte qui était si pénible et si peu prometteuse de succès rapides. Je voudrais cependant dire qu'après tant d'années où les difficultés se sont accumulées aux difficultés et où des espoirs un peu plus tangibles ne sont apparus que récemment, c'est un très grand bonheur de ma vie que d'avoir connu Trotsky et d'avoir pu participer au combat à ses côtés. Combien d'hommes et de femmes ont, des années durant, été les dupes des crimes et des mensonges déversés contre Trotsky et contre nous, combien ont confondu un «socialisme»

souillé de tant d'infamies avec le socialisme tout court, qui aujourd'hui déplorent les efforts dévoyés et perdus de leur existence et qui ne parviennent guère à se réorienter. Nous portons certes les traces des coups reçus, mais quel bonheur pour moi de m'être tourné très tôt vers l'homme qui a su parler clair, agir vigoureusement, faire front à l'adversité ! Quel bonheur de m'être inspiré de son exemple, d'y avoir puisé une force considérable et de pouvoir dire que, dans la longue marche que nous avons effectuée et qui n'est pas terminée, nous n'avons, avec lui et grâce à lui, pas gâché notre vie mais, au contraire, montré pendant tout ce temps la seule voie qui

mènera à la victoire et qu'emprunteront les grandes masses.

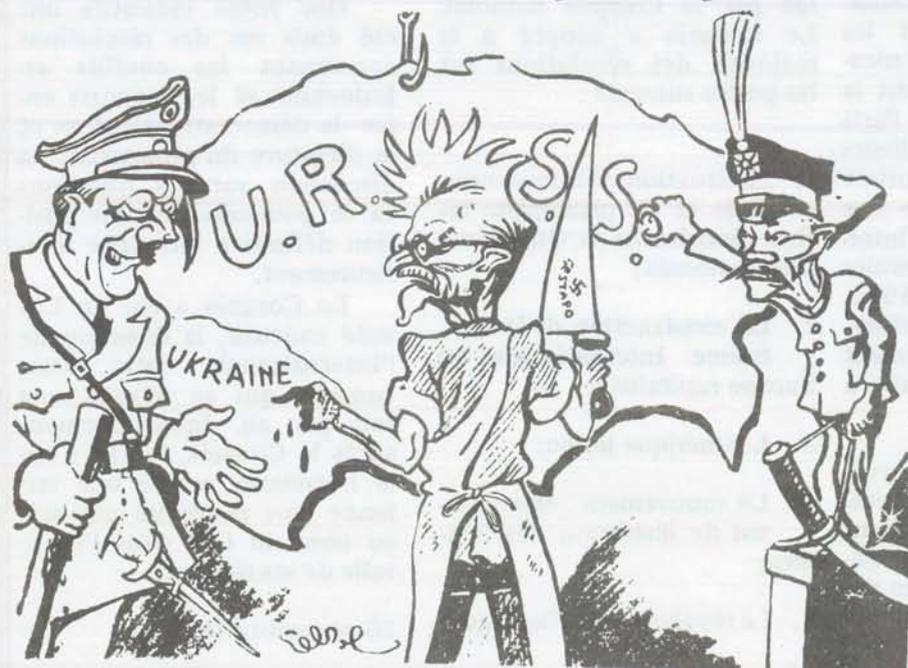
Je suis sûr que les jeunes générations d'aujourd'hui et celles de demain s'engageront de plus en plus nombreuses dans cette voie et qu'un jour l'humanité toute entière célébrera Léon Trotsky comme l'un des plus grands pionniers de son émancipation.

Pierre FRANK,

ancien secrétaire de
Léon TROTSKY
Paris, le 25 octobre 1979.

AU PROCÈS DE MOSCOU

Payés par Hitler et le Japon



35.000 roubles
ont été payés
par le Japon
aux espions
trotskistes

3.500 accidents
de chemin de fer
ont été provoqués
par les assassins

(Lire en 3^e page,
l'article de Marcel
CACHIN, et, en
7^e page, le compte
rendu des débats.)

La cris

VAI
VII

MI
DE LA
DÉI

Le
air
cer
laie

Les
nou

(Voir no

Il
ce m
voir
la dé
les a
à la
lemar
temps
Déi
munis
que s
barbar
De

Dans l'Humanité du 26 Janvier 1937

Communiqué de la IVe Internationale après le XIe Congrès mondial

Le Quatrième Internationale, parti mondial de la révolution socialiste, a tenu en Belgique, du 17 au 25 novembre 1979, son congrès mondial, le cinquième depuis sa réunification. Les délégués représentaient 48 sections et organisations sympathisantes de la Quatrième Internationale en Europe, en Asie, en Afrique, en Océanie et en Amérique du nord et du sud.

Les discussions du Congrès mondial se sont déroulées dans un contexte d'approfondissement de la lutte de classe au niveau international, dont témoignent les révolutions iranienne et nicaraguayenne. On remarquait la présence de délégués du Parti socialiste des travailleurs (HKS) d'Iran, qui exprime l'extension géographique des forces de la Quatrième Internationale depuis son dernier congrès mondial, tenu en 1974, autant que l'approfondissement de son enracinement dans la lutte révolutionnaire à l'échelle mondiale.

Le Congrès a salué le renversement par le peuple nicaraguayen, dirigé par le Front sandiniste de libération nationale, du régime soutenu par l'impérialisme du boucher So-

moza; et il s'est engagé à aider à construire un mouvement de solidarité à l'échelle mondiale pour aider le Nicaragua et défendre la révolution contre l'agression impérialiste.

Le Congrès mondial est l'instance suprême de la Quatrième Internationale. Les délégués ont été élus pour y participer par chaque section nationale, après une discussion et un débat larges et démocratiques, comprenant une discussion internationale écrite, et présentant les divers points de vue qui existent dans l'Internationale sur les sujets traités par le Congrès mondial. Le Congrès a adopté à la majorité des résolutions sur les points suivants :

1. La situation politique mondiale et les principales tâches globales de la Quatrième Internationale;
2. La construction de la Quatrième Internationale en Europe capitaliste;
3. L'Amérique latine;
4. Le mouvement international de libération des femmes;
5. La révolution au Nicaragua.

Pour préparer les combats majeurs de classe à venir, le Congrès a aussi décidé de faire un tournant radical pour établir dans l'industrie la majorité des cadres gagnés à l'Internationale dans la dernière période.

L'adoption de la résolution sur la « Révolution Socialiste et la lutte de libération des femmes » a marqué le développement, pour la première fois, par le mouvement marxiste d'un vaste document programmatique sur la question.

Des votes indicatifs ont été émis sur des résolutions concernant les conflits en Indochine et les rapports entre la démocratie socialiste et la dictature du prolétariat. La discussion sur ces questions va se poursuivre et une position définitive sera prise ultérieurement.

Le Congrès a élu un Comité exécutif, la direction de l'Internationale entre deux congrès, qui se réunira une fois par an. Immédiatement après le Congrès, le CEI a élu le Secrétariat unifié une instance plus restreinte qui agit au nom du CEI dans l'interval de ses réunions.

26 novembre 1979

LE MANIFESTE DU XIe Congrès mondial sera publié dans le prochain numéro d'Inprecor.